Vol 19 # 18 • Du 30 Octobre au 5 Novembre 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LE CONSEIL PRÉSIDENTIEL RÉCLAME L'OCCUPATION DE L'ONU!



Voir page 3

Dans la lignée des traîtres à la Nation, les actuels dirigeants n'ont pas d'égal, au point qu'ils appellent tous à une nouvelle occupation onusienne du pays

NOUS CONDAMNONS LES EXÉCUTIONS DES TRAVAILLEURS HAÏTIENS !



Voir page 4

Il est urgent d'avancer vers l'organisation d'une large mobilisation nationale contre les violences racistes du gouvernement et de l'extrême droite



Analiz fòmèl lodyans Maurice Sixto ki rele : Lea Kokoye ak J'ai vengé la race

Page 6

Revolutions are Violent, Contradictory, and Messy

Page 9



Désirs insulaires : Haïti et la République dominicaine !

Page 7



Le sourire et l'exemple sous un chapeau à large bord

Page 10-11



Naïm Qassem élu nouveau chef du mouvement de résistance Hezbollah au Liban

Page 17

Editorial



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Honte aux complices de l'impérialisme en Haïti !

Par Berthony Dupont

Ces derniers temps, l'on assiste à une situation confuse en Haïti. Depuis des années, le pays s'est transformé en un désert ou une jungle où vivent des araignées géantes et des serpents venimeux. De tous les mauvais coups infligés aux masses populaires haïtiennes, le plus troublant et le plus honteux a sans doute été le Conseil Présidentiel de Transition. Mais la plus grande crainte est que la population opprimée face à ses calamités quotidiennes ne sache plus aujourd'hui à quel saint se vouer. Or, la classe dirigeante aisée et l'État bourgeois bien installé ne se soucient guère du désastre dans lequel le pays est plongé.

Voilà ce qui donne à réfléchir et qui est inquiétant à la fois. Surtout, ils ne peuvent dire la vérité à la population qui ne les croit plus, dans la mesure où personne ne leur fait confiance. Alors, ils répandent le mensonge pour enfoncer davantage dans l'abime une population déjà désabusée, désorientée à un point tel, qu'elle ignore même qui sont ses vrais ennemis et qui sont les alliés sur lesquels elle peut compter au sein de cet appareil d'Etat.

Les élites dirigeantes et les médias à leur service remplissent avec une efficacité inouïe leur fonction de propager un message simpliste ne requérant aucune sorte d'analyse, de réflexion, voire se questionner sur la véracité des faits. En réalité, le pays est en panne d'hommes et de femmes compétents, capables de faire un diagnostic objectif et responsable de la tragédie qu'il traverse.

Il n'y a pas longtemps le quartier populaire de Bel-Air à Port-au-Prince faisait la une de l'actualité politique du pays, puisqu'on le présentait comme étant la proie d'attaques et la victime d'autres quartiers. Pour une raison qui n'a jamais été élucidée, comment et pourquoi Bel-Air a-t-il pu soudain disparu des compassions qu'on lui montrait ? En réalité, l'on n'entend plus de litanies à l'égard de ce grand quartier populaire qu'autre chose. Qu'est-ce qui s'est passé alors ? C'est quoi l'histoire ? Ce quartier était sous la coupe réglée du Secteur Démocratique Populaire proche du gouvernement de l'ancien Premier ministre Ariel Henry.

Ainsi, les metteurs en scène et les producteurs d'horreurs pour une raison ou une autre ne pouvaient plus continuer à promouvoir la tragédie de Bel-Air, et les scénaristes de mensonges se sont donc tournés vers un autre quartier populaire : Solino. Car le but est d'alimenter la division entre la population et continuer d'avoir la main mise sur l'appareil de l'État. C'est tout simplement effarant. Cynique !

C'est toujours le même film qui continue avec la même toile de fond. Des nouvelles alarmantes, une population sous les armes assassines des gangs, des maisons détruites, incendiées pour faire voler en éclats tout espoir de paix. Selon nos sources, c'est la manipulation bien organisée qui continue sa course. Elle est réalisée par la classe dominante et ses suppôts eux qui maîtrisent parfaitement tout ce qui se passe dans le pays. A la seule différence que ce ne sont que des rats domestiques rongeant Haïti quartiers par quartiers, villes par villes pour satisfaire leur patron. Il faut comprendre que nous avons affaire à une puissance immorale, toute-puissante n'ayant aucun problème ni scrupule à détruire des personnes par des crimes atroces pour atteindre ses objectifs.

À titre d'exemple, malgré les attaques sanglantes d'Israël contre la population palestinienne, avons-nous déjà entendu un brin de regret ou de pitié de la part de l'impérialisme américain face au désastre des milliers de vies fauchées par les bombes de l'Etat juif ? Au contraire, il aide les pirates israéliens à se procurer de meilleures armes encore plus sophistiquées afin d'anéantir la Bande de Gaza. Le sort d'Haïti n'est pas différent de celui de la Palestine. La seule différence est qu'il n'y a pas d'acteurs ou de leaders palestiniens connus jouant contre leur patrie. Tandis que, dans le cas haïtien, c'est monnaie courante, le vers est dans le fruit.

Les plus grands ennemis du peuple haïtien sont les États-Unis, la France et le Canada en complicité avec la classe dirigeante de ce pays. Rien de ce qu'elle entreprend n'est pour le progrès du pays. Avec l'hypocrisie qui caractérise ces trois États, ce n'est pas la première fois qu'ils utilisent nos voisins dominicains contre nous pour alimenter une haine au point de mettre Haïti et la République Dominicaine à couteaux tirés. Les armes et les minutions qui envahissent le pays depuis les États-Unis passent par contrebande sur la frontière haïtiano-dominicaine pour atteindre Haïti. Ce n'est pas un simple hasard, c'est un projet bien orchestré qui a été mis en œuvre par leurs « Laboratoires » pour nous amener à ce carrefour.

Ce sont les États-Unis et la République dominicaine qui s'activent le plus sur la question du changement de statut de la mission kenyane en une mission de « paix » des Nations-Unies. Un pays sous contrôle des Nations-Unies n'aboutira à aucune transformation allant vers le progrès et le développement. Lorsque cette demande a été formulée devant l'Assemblée générale et auprès du Conseil de sécurité, il y a eu des enchantements et la vague de déportation massive de la République dominicaine vers Haïti était à peine commencée.

Les promoteurs du désastre en cours doivent trouver d'autre prétexte pour sensibiliser la Communauté internationale plus précisément les représentants de la Chine et de la Russie au Conseil de sécurité. C'est dans ce contexte que les agents criminels du Conseil Présidentiel de Transition qui ont fait de la servitude leur profession ne rêvent que de cette nouvelle infamie, celle d'amplifier le chaos pour sauvegarder l'intérêt des puissances impérialistes. C'est comme si l'insécurité n'existait pas, il faudrait la créer en Haïti. Voilà pourquoi, ils utilisent certains policiers pour créer l'anarchie dans des quartiers populaires vulnérables, afin d'atteindre le but visé. Leslie Voltaire, lui, n'a pas tardé à solliciter de l'ONU pour une telle initiative, symbole de l'obscurantisme.

Leur véritable talent réside dans leur capacité à trahir le pays et à tisser une toile de mensonges pour créer des montages de confusion afin de tromper la vigilance du peuple. Le 24 octobre 2024, la police nationale n'a-t-elle pas publié une photo pour illustrer ses prouesses à Savien ? Cela fait froid au dos quand on réalise que l'image utilisée date de… 2012. Cette même illustration a été précédemment publiée, en novembre 2023, par The Washington Post. Pourtant, personne n'a été démis de ses fonctions. Ce faisant, la classe politique haïtienne et particulièrement le Conseil Présidentiel de Transition a donné un remarquable exemple de la façon dont il utilise le mensonge, la corruption et le pillage des ressources du pays pour s'arc-bouter au pouvoir. Toutes ces conséquences se traduisent par la destruction systématique mise en place par l'impérialisme pour froisser la dignité du valeureux peuple haïtien et perpétuer leur domination.

À bas l'impérialisme ! À bas le Conseil Présidentiel et le Gouvernement de Garry Conille ! Vive la lutte révolutionnaire du peuple haïtien ! Honte aux complices de l'impérialisme en Haïti !

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: ________________________

Prénom: ______________________

Adresse: ______________________

Ville: ________________________

Etat/Pays: ___________________

Zip Code/Code Postal: __________

Tél: __________________________

E-mail: ______________________

Modalités de paiement

Montant : $ __________

☐ **Chèque** ☐ **Mandat bancaire**

☐ **Carte de crédit**

Numéro : ______________________

Date d'expiration : _______ /______

Code de sécurité : ________________

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
☐ $100 pour un an
☐ $50 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes
☐ $140 pour un an
☐ $80 pour six mois

Canada
☐ $125 pour un an
☐ $65 pour six mois

Europe
☐ $150 pour un an
☐ $80 pour six mois

Afrique
☐ $150 pour un an
☐ $85 pour six mois

Le Conseil présidentiel réclame l'occupation de l'ONU!



Leslie Voltaire, président du Conseil présidentiel de transition (CPT) réclame l'occupation du pays par les Nations-unies

Par Henriot Dorcent

La classe politique haïtienne, inféodée à l'impérialisme américain et à son ministère des Affaires internationales, en l'occurrence les Nations Unies, vient de récidiver avec une lettre du Conseil présidentiel de transition adressée au secrétaire général de cette organisation Antonio Guterres, exigeant l'occupation militaire du pays par les Nations Unies.

En effet, dans la lignée des traitres à la Nation, les dirigeants actuels d'Haïti n'ont pas d'égal, au point que Leslie Voltaire, président du Conseil présidentiel de transition (CPT) vient d'exiger la conversion de la Mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti (MMS) en force de maintien de la paix. Cet authentique représentant de Fanmi Lavalas a emboîté le pas à Ariel Henry, Edgard Leblanc et aussi à son parti politique, qui n'en est pas à son coup d'essai. Lavalas fut en effet l'un des architectes de l'intervention militaire américaine en Haïti en 1994, lorsque le 19 septembre 1994, les États-Unis, avec l'approbation du Conseil de sécurité des Nations Unies, lancèrent l'opération « *Restaurer la démocratie* » sous le faux prétexte de restaurer la démocratie par le retour au pouvoir du premier gouvernement Lavalas de Jean Bertrand Aristide, le 15 octobre 1994.



De gauche à droite, le Gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH), Ronald Gabriel, Kristalina Georgieva Directrice générale de IMFnews et la ministre Mme Marie D.A. Kethleen Florestal

Dans sa lettre de trahison à la nation, également symbolisant un énième assassinat de Dessalines et de Peralte, Voltaire a écrit dans sa correspondance: « *Face à l'urgence de la situation, je viens, Monsieur le Secrétaire Général, solliciter la transformation le plus tôt possible de la MMS en une mission de maintien de la paix* ». En fait, Edgard Leblanc et Leslie Voltaire ne font qu'abdiquer aux injonctions de leur patron, le Secrétaire d'État Américain Anthony Blinken qui a déjà envisagé la conversion de la MMS mission multinationale d'appui a la sécurité en Haïti en une force de maintien de paix des Nations unies malgré les réticences de la Chine et de la Russie au sein du conseil de sécurité de l'ONU, Le gouvernement de l'Équateur a abondé vainement dans le même sens. L'histoire retiendra que ces Conze ont réclamé une nouvelle occupation du pays.

La situation actuelle de la sécurité en Haïti n'est pas un banditisme classique, c'est plutôt une déstabilisation programmée de la situation sécuritaire du pays en vue d'une longue occupation militaire de l'impérialisme américain pour le contrôle des nouvelles routes maritimes en Amérique du Sud, la caraïbe et le pillage des ressources minérales et minières du pays dans sa folle course à l'armement pour essayer de rattraper les avancées techniques et militaires de la Russie et de la Chine.

Une nouvelle preuve de cette soumission des autorités haïtiennes installées par l'impérialiste américain et des membres de cette classe politique alliée au régime PTHK. Le Conseil présidentiel de transition n'a pas sollicité une position d'observateur au 16ème sommet des chefs d'États du BRICS du 22 au 24 octobre 2024 à Kazhan, Russie; alors, de préférence il s'était fait représenter à l'Assemblée annuelle du Fonds Monétaire International FMI et de la Banque mondiale du 21 au 26 octobre par le ministre de l'économie et des finances, Mme Marie D.A. Kethleen Florestal et le Gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH) Ronald Gabriel. Le choix délibéré des dirigeants haïtiens est de continuer l'application de la politique d'ajustement structurel et cette manifestation doit être dénoncé et combattu de toute notre énergie puisqu'elle indique clairement la non-conception du changement de notre société et des conditions de vies du peuple.

Les membres du Conseil présidentiel de transition (CPT) dirigé par Leslie Voltaire font feu de tout bois pour instaurer un quelconque remaniement ministériel, afin qu'il puisse embaucher sa clientèle politique. De toute façon, il s'entendra à tout prix avec le Premier ministre Garry Conille. Solidarité de classe exige ! Il se murmure déjà que le Premier ministre semble timidement lui avoir donné raison lors de la réunion du vendredi 25 octobre 2024. Donc, il n'y a rien à espérer de ces crapules sinon le partage du gâteau de l'Etat et des privilèges économiques pendant que les masses populaires et les travailleurs croupissent dans la misère abjecte de l'exploitation capitaliste par les oligarques du secteur privé des affaires tant dans les usines de sous-traitance que dans les activités liées à l'import-export et à l'agriculture dans la paysannerie.



De gauche à droite Edgard Leblanc Fils et son patron le Secrétaire d'État Américain Anthony Blinken

Seule la mobilisation des masses populaires organisées et conscientes, de manière permanente, peut faire échouer le plan impérialiste d'occupation du pays, rétablir la sécurité et lutter efficacement contre la corruption en Haïti. Il n'y a pas d'autre voie, la révolution socialiste est une nécessité absolue, l'histoire ne nous pardonnera pas de l'avoir manquée.



GEHI & ASSOCIATES
Attorneys and Counselors at Law
FREE CONSULTATION
Naresh M. Gehi, Esq. 718-764-6911 Annie Joseph
* TPS
* Political Asylum
* Fiancé and Spouse Visas
* Sponsoring Relatives
* "Pwogram Biden"
* Deportation
* Citizenship
* All other Immigration Matters




Reasonable Fees
Tel: 718-577-0711
www.gehilaw.com
104-05 Liberty Ave., Ozone Park, NY 11417 Tel: 718-577-0711
74-09 37th Ave., Ste. 205, Jackson Heights, NY 11372. Tel: 718-263-5999
173-29 Jamaica Ave., Jamaica, NY 11432. Tel: 718-764-6911

Nous condamnons les exécutions des travailleurs haïtiens !

La voix des travailleurs





Le président Abinader et la ministre Faride Raful



Le 17 octobre dernier, des dizaines de personnes arbitrairement détenues au « Centre de vacances Haina » se sont révoltées, exigeant de l'eau, de la nourriture et une définition rapide de leur situation



Le travailleur haïtien Mikelson Germain

Nous condamnons les exécutions de travailleurs haïtiens dans le cadre de la politique officielle raciste et xénophobe

Dans la nuit du 17 octobre, une patrouille de la Police Nationale a attaqué le quartier de Mata Mosquito, dans la municipalité de Verón-Punta Cana, assassinant brutalement l'ouvrier haïtien Jems Joacin. Les témoignages des travailleurs résidant sur place indiquent que la bande policière, profitant de la persécution raciale déclenchée par le président Abinader et le ministre Faride Raful, se livrait à l'extorsion, procédant à des arrestations arbitraires pour exiger le paiement des libérations, menaçant de remettre les victimes à la DGM. Ces opérations d'extorsion se sont intensifiées, profitant de l'état d'urgence de facto, ainsi que de la définition d'un quota de 10 000 personnes expulsées par semaine, annoncé par le gouvernement le 2 octobre. Comme il s'agissait de la troisième opération d'extorsion en une semaine seulement, certains travailleurs ont tenté de se défendre, et c'est dans ce contexte que les policiers ont procédé à l'exécution de Joacin, qui était totalement désarmé et inconscient de l'affrontement, avec des balles dans la poitrine, effectuer un achat dans une épicerie.

Selon les médias locaux, l'équipe policière était dirigée par le sous-lieutenant Berto Marcelo Louis. Les médias liés au gouvernement ont décrit l'exécution comme le résultat d'une «confrontation», mais il est évident que l'action des travailleurs pour se défendre avec des pierres contre l'agression des agents d'extorsion n'a pas permis aux sbires d'exécuter un homme avec balles. Même si les hommes de main avaient tiré sur des personnes qui se défendaient avec des pierres, cela ne pourrait pas être qualifié de « confrontation », car un usage disproportionné et illégal de la force meurtrière serait évident. Tel serait le cas de l'exécution, le 22 octobre, dans la municipalité d'Enriquillo, à Barahona, de l'ouvrier Yoel Charles, abattu par des hommes de main de la police alors qu'il portait une machette.

Ces exécutions interviennent non seulement dans le contexte de l'échec total de la soi-disant « réforme de la police », censée mettre fin à cette pratique illégale mais institutionnalisée, mais aussi dans le contexte d'une offensive raciste officielle ayant pour objectif de parvenir à l'expulsion de plus de 500 000 personnes de la communauté immigrée haïtienne au cours de l'année prochaine. Selon les dernières estimations officielles publiées par l'Institut National des Migrations, la communauté immigrée haïtienne est composée de 553 mille personnes. Même si les déportations n'atteindront pas leur objectif d'expulser l'ensemble de la communauté, étant donné que de nombreuses personnes expulsées reviennent, le simple fait que l'objectif des expulsions coïncide avec la taille officiellement estimée de la communauté persécutée est un indicateur de l'intention de perpétrer un nettoyage ethnique, un crime contre l'humanité. Il est très grave que les partis et les organisations sociales qui se disent démocrates ne condamnent pas cette politique officielle et ne se mobilisent pas pour la vaincre.

La liste des crimes est interminable. Le 9 octobre, des soldats ont attaqué un travailleur haïtien dans la communauté de Las Palmas, dans la municipalité d'Oviedo, en lui tirant une balle dans le dos avec un fusil de chasse et en le battant violemment. Il a été secouru par des membres de la communauté et emmené dans une clinique. Le directeur local de la DGM, Nibelin Nova Cuevas, a déclaré que l'armée n'agissait pas dans le cadre d'une opération formelle de la DGM. Cependant, ce qui caractérise la campagne de persécution actuelle est le déploiement non coordonné de hordes policières et militaires sur tout le territoire national à la recherche des Noirs, menant même des raids sans ordre judiciaire. Lorsque les personnes détenues présentent leurs documents en règle, elles sont envoyées dans des casernes et des détachements ou dans le mystérieux *« Centre de vacances Haina »* pour examiner leurs documents, un protocole ouvertement inconstitutionnel et discriminatoire.

La surpopulation, la faim et l'insalubrité dans ce camp de concentration surnommé à tort *« Centre de vacances »* sont telles que le 17 octobre, des dizaines de personnes arbitrairement détenues se sont révoltées, exigeant de l'eau, de la nourriture et une définition rapide de leur situation, puisqu'elles subissent une détention indéfinie sans accès. à l'assistance juridique. Les autorités ont nié tout acte de violence, malgré les informations selon lesquelles il aurait été violemment réprimé et les images dans lesquelles des soldats auraient tiré avec des armes de guerre à l'intérieur du camp de concentration. D'autres crimes récents qui ont choqué le peuple dominicain et la communauté immigrée ont été le rejet du travailleur haïtien Mikelson Germain le 11 septembre d'un toit par un agent d'immigration, à Verón-Punta Cana, et la détention arbitraire et les menaces contre le dominicain. Le leader haïtien Franklin Dinol, du Mouvement reconnu, le 12 octobre.

Les mobilisations néofascistes, stimulées par le gouvernement, se sont également multipliées. Les 27 septembre et 5 octobre, brandissant des drapeaux américains et israéliens, des groupes néo-nazis se sont mobilisés à Saint-Domingue pour une accélération des expulsions. Une foule d'extrême droite a également assiégé le siège du MOSCTHA le 8 octobre, sans que la police nationale n'intervienne pour garantir sa sécurité. Le 10 septembre, une manifestation de travailleurs retraités de la canne à sucre réclamant le paiement de leurs retraites et la fin du travail forcé a été harcelée par le syndicat pro-patronal de Central Romana, affilié au syndicat officiel CNUS.

Nous exigeons justice pour Jems Joacin et Yoel Charles, nous appelons toutes les organisations qui se prétendent démocratiques ou de gauche, les organisations sociales et de défense des droits de l'homme, à dénoncer la politique du président Abinader et du ministre Faride Raful qui entend semer la terreur parmi les travailleurs d'origine haïtienne pour parvenir à leur déplacement forcé. Assez de l'impunité accordée par le PGR aux agents répressifs et aux paramilitaires néofascistes. Assez d'apartheid. Il est urgent d'avancer vers l'organisation d'une large mobilisation nationale contre les violences racistes du gouvernement et de l'extrême droite.

Mouvement socialiste des travailleurs 22 Octobre 2024

Joel H. Poliard
M.D., M.P.H.

Family and Community Medicine
Public health and Pediatrics



5000 N.E. Second Ave, Miami FL, 33137
tel. (305) 751-1105

Des organisations sociales et de gauche se sont prononcées à Bonao contre les déportations massives



Conférence de presse des militants et dirigeants des organisations sociales rejetant la politique raciste et anti-ouvrière du président Luis Abinader

Par La voix des travailleurs

Dans l'après-midi du 17 octobre, dans le parc Duarte de Bonao, des militants et dirigeants des organisations Aquelarre RD, de la Fondation Environnementale Ríos de la Cordillera, de la Maison Culturelle Cimarrona et du Mouvement Socialiste des Travailleurs, ont donné une conférence de presse au cours de laquelle ils ont rejeté la politique raciste et anti-ouvrière de déportations massives promue par le gouvernement Abinader et le PRM.

«Le gouvernement actuel dirigé par l'homme d'affaires Luis Abinader a déclenché l'une des vagues les plus racistes et déshumanisantes contre la population noire, migrante et haïtienne de ces dernières décennies. Le PRM, tout comme l'a fait le dictateur Trujillo, a placé le danger de l'immigration haïtienne au centre de son programme et de son discours, comme stratégie pour détourner l'attention des troubles populaires, provoqués par la privatisation, la corruption et l'improvisation, la détérioration des services publics, la réforme fiscale, la surexploitation de la nature, la brutalité policière, la croissance de la dette et l'appauvrissement des quartiers racisés et des communautés rurales », peut-on lire dans la déclaration commune lue par le porte-parole des organisations.

«Nous rejetons les expulsions massives effectuées deux mois avant Noël, qui empêchent les travailleurs d'être payés et expulsent des milliers d'enfants des écoles ; De même, nous dénonçons la chasse aux femmes enceintes migrantes des hôpitaux, à qui on veut imputer l'effondrement du secteur de la santé », ont-ils ajouté, soulignant que la détérioration du système hospitalier « *n'est pas due à la migration haïtienne, mais à la faiblesse du budget alloué par l'État et la privatisation du secteur de la santé. Les dépenses publiques de santé dans notre pays ne représentaient que 2,7 % du PIB, le deuxième plus bas après le Guatemala* ».

Ils ont dénoncé le profilage racial, la présomption de culpabilité fondée sur une perception raciale, qui viole l'article 39 de la Constitution sur le droit à l'égalité et à la non-discrimination. Ils ont également averti que les arrestations par des agents cagoulés et non identifiés, les perquisitions sans ordre judiciaire, la violation du droit à la défense, les arrestations sans présentation aux autorités judiciaires dans les 48 heures, les transferts arbitraires de détenus et la privation de liberté pour une durée indéterminée, violent l'article 40 du Constitution.

En ce qui concerne la traque et les attaques contre les militants et les organisations de défense des droits de l'homme déployées par le gouvernement et les organisations aux symboles fascistes et trujillos, comme l'Ordre Ancien et le Code de la Patrie, le démantèlement des deux organisations a été exigé.

«Nous pensons que la véritable défense de la souveraineté doit se manifester dans la lutte contre les groupes d'hommes d'affaires qui s'approprient le territoire pour le transformer en plantations modernes ou en ce qu'ils appellent des centres de villégiature ; Il faut s'attaquer aux sociétés minières qui renforcent encore davantage la dépendance dominicaine à l'égard des puissances étrangères ; La défense de la souveraineté doit s'exprimer dans la lutte contre la faim, l'endettement, la corruption et les dépenses excessives d'une classe politique bureaucratique ; contre la réforme fiscale et la prédation des ressources naturelles au profit de quelques-uns et au détriment de la majorité », ont-ils souligné.

Ils ont conclu en exigeant l'arrêt des expulsions, la fin du travail forcé des travailleurs immigrés, la mise en œuvre d'une politique de régularisation de l'immigration respectueuse des droits de l'homme, le cardage des travailleurs et la restitution de la nationalité aux personnes dénationalisées par l'arrêt inconstitutionnel 168-13.

Mouvement Socialiste des Travailleurs de la République Dominicaine 20 octobre 2024

Comment Luis Abinader expulserait José Francisco Peña Gómez, s'il le pouvait

Par la voix des travailleurs

Le défunt leader du PRM, ancien chancelier et intellectuel éminent, Hugo Tolentino Dipp, a accusé le juge Milton Ray Guevara non seulement d'avoir dénationalisé José Francisco Peña Gómez avec le jugement anticonstitutionnel 168-13, mais aussi de s'être dénationalisé lui-même.

En tant que candidat à la présidence, l'actuel président Abinader a déclaré à plusieurs reprises que si le critère de l'arrêt inconstitutionnel 168-13 avait été appliqué à sa famille, cela l'aurait affecté, puisque son père aurait été déchu de sa nationalité dominicaine.

Aujourd'hui, c'est le gouvernement PRM, dirigé par le président Abinader, qui non seulement soutient la dénationalisation anticonstitutionnelle de milliers de Dominicains d'origine haïtienne, mais qui détient et expulse également arbitrairement des Dominicains noirs, ainsi que des milliers de travailleurs immigrés haïtiens. La campagne illégale de déportations massives, motivée par la haine raciste, a même dépassé les crimes perpétrés dans la même zone par les gouvernements du PLD.

Le gouvernement actuel, qui prétend suivre les idées de José Francisco Peña Gómez, le dénationalise et l'expulse illégalement de son propre pays, chaque fois qu'il détient et expulse illégalement un Dominicain d'origine haïtienne.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 18 Octobre 2024





Le gouvernement de Luis Abinader, qui prétend suivre les idées de José Francisco Peña Gómez, le dénationalise et l'expulse illégalement de son propre pays, chaque fois qu'il détient et expulse illégalement un Dominicain d'origine haïtienne.

FRANTZ DANIEL JEAN FUNERAL SERVICES INC.



• Funerals in All Boroughs
• Transportation of Remains
• Cremation

Nou pale kreyòl.

5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228

GUARINO FUNERAL HOME



Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236
718-257-2890

LACROIX MULTI SERVICES
Tel: 718-703-0168 * Cell: 347-249-8276
Fax:718-703-4640
1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226
www.lacroixmultiservices.com

• Income Tax • Electronic Filing
• Refund Anticipation Check (RAC)
• Direct Deposit - IRS Check
• Business Tax • Notary Public
• Immigration Services
• Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
• 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
• Resume • Property Management • Credit Repair

PEACE LOVE POWER LMS

Lacroixmultiservices@yahoo.com

Analiz fòmèl lodyans Maurice Sixto ki rele : Lea Kokoye ak J'ai vengé la race



Frenand Léger

Premye pati

Entwodiksyon

Pami tout zèv Maurice Sixto yo, mwen chwazi travay sou Lea Kokoye ak J'ai vengé la race pou plizyè rezon ki alafwa pratik e teyorik. Travay analiz fòmèl 2 lodyans sa yo an paralèl pral pèmèt mwen brase lide sou plizyè kesyon epistemolojik. Kesyon sa yo pratik, yo teyorik, epi yo metodolojik tou paske lè n ap analize yon objè oswa yon fenomèn, nou toujou bezwen yon metòd e metòd sa limenm, pou li ka efikas, dwe chita sou yon baz teyorik solid kote konsèp yo klè epi presi. Se konsa nou kapab rive konprann epi defini kòm sa dwa objè etid literè sa a ki rele lodyans.

Fenomèn literè ki rele lodyans lan se yon fòm diskou/tèks naratif ki jwenn orijin li sou tè Ayiti. Dapre Georges Anglade (2010, p. 5), lodyans ta sanble pran nesans nan epòk lakolonizasyon nan menm moman ak relijyon vodou ayisyen an e ak lang kreyòl la. Youn nan kritè ki pi enpòtan lè y ap evalye valè estetik yon zèv literè se kalite lang yo itilize pou ekspresyon zèv sila a. Se poutèt sa, anplis yon pakèt lòt konsèp teyorik nan domèn literati ak naratoloji, konsèp tankou « lang », « pawòl », « diskou », « kreyòl », « kreyolizasyon », « oralizasyon », « oralite », ta dwe jwenn plas yo nan nenpòt etid serye k ap fèt sou lodyans. Se poutèt sa tou m ap koumanse ak yon brase lide sou fason yo defini konsèp ak nosyon sa yo. Etap definisyon konsèp yo enpòtan pou plizyè rezon. An reyalite, kit nou se espesyalis nan domèn literati, lenguistik ak analiz diskou, kit nou se pwofàn nan domèn sa yo, se brase lide sou fason yo defini konsèp ak nosyon sa yo ki pral pèmèt nou byen konprann eksplikasyon mwen pral bay nan atik sila a sou lodyans Sixto yo.

Lè mwen fin defini konsèp yo nan yon premye tan, mwen va fè yon rale sou sitiyasyon teyorik objè etid literè e kiltirèl ki rele lodyans lan. Apre mwen fin prezante modèl teyorik mwen kreye pou lodyans lan, mwen pral mete Lea Kokoye ak J'ai vengé la race an paralèl nan yon analiz ki chita sou modèl teyorik mwen an ak sou plizyè konsèp operasyonèl nou jwenn nan domèn naratoloji ak Gérard Genette (1991, 1987, 1983), nan domèn lenguistik tekstyèl ak Jean-Michel Adam (2011, 2005), epi nan domèn analiz diskou ak Mikhaïl Bakhtine (1984, 1978).

Definisyon kèk nosyon ak konsèp teyorik enpòtan

Pami nosyon ak konsèp teyorik mwen pral defini la yo ki pou pèmèt nou konprann sa mwen pral di yo, m ap koumanse avèk « kreyòl », « lang », « pawòl » epi « diskou ». Pandan m ap defini 4 nosyon sa yo, n ap tou konprann sans lòt konsèp vwazen yo tankou « kreyolizasyon », « oralizasyon », ak « oralite ». Depi yo di « kreyòl » nou wè « lang » paske nou toujou tande yo di « lang kreyòl la » lè y ap pale sou yon lang, kreyòl an patikilye tankou kreyòl ayisyen paregzanp, oswa « lang kreyòl yo » lè y ap pale sou gwo kategori lang sa yo ki te fòme nan kontèks lakolonizasyon. Nou konn tande yo di tou « pawòl kreyòl » ki pa vle di menm bagay ak « lang kreyòl ». Yon lang se yon enstitisyon sosyal ki pèmet moun kominike antre yo nan yon kominote. Se yon sistèm kominikasyon abstrè ki baze sou règ ak konvansyon sosyal. Mwen di « abstrè » paske lang se yon nosyon teyorik li ye. Se reprezantasyon mantal yon objè ki pa konkrè, sa vle di yon objè ki pa vrèman egziste nan lanati. Ou pa ka wè, ni touche, ni santi ni tande yon lang. Dapre Ferdinand Saussure, ki se youn nan fondatè syans lenguistik modèn nan, sa w tande ki soti nan bouch moun lè y ap pale se pa lang li ye, se pawòl oswa diskou. Nou prefere itilize mo « diskou » nan plas « pawòl » paske li gen yon sans ki pi laj. Konsèp diskou a anglobe ni pawòl oral ni pawòl ekri. Kidonk, nou ka sèvi ak konsèp diskou a pou n fè referans ni avèk lodyans Maurice Sixto yo ki nan domèn oralite oswa oraliti ni avèk lodyans ekriven-lodyansè yo tankou Justin Lhérisson ak Gary Victor ki nan domèn literati.

Pou nou ka pi byen konprann pou ki sa li enpòtan pou nou fè diferans ant « lang » e « diskou » an relasyon avèk lodyans, kite mwen rakonte nou istwa yon eksperyans mwen te fè an Ayiti nan mwa me 2019 pandan mwen te ale bay yon konferans sou lodyans nan Inivèsite Leta Ayisyen. Nan fen konferans mwen an, mwen te prezante yon nouvo modèl teyorik ki defini an detay objè literè ayisyen ki rele lodyans lan. Youn nan eleman mwen ensiste sou li nan modèl teyorik mwen an, se rapò entim ki egziste ant lodyans e lang kreyòl ayisyen an. Mwen di ke se nan matris lang ak kilti oralite kreyòl la kategori estetik yo rele lodyans lan soti. Se oralite kreyòl la ki bay lodyans lan fòm li, estrikti l, kontni tematik li, ak tout sibstans pragmatik li. Kidonk, lodyans ak kreyòl se pwason kraze nan bouyon. Lè m te fin di pawòl sa yo, yon pwofesè inivèsite ki te nan sal la, ki te vle demanti m, te di m J'ai vengé la race se yon lodyans Sixto te konpoze epi rakonte antyèman nan lang franse. Kidonk, ipotèz makònay lodyans ak kreyòl ki nan teyori mwen an pa kenbe dapre pwofesè inivèsite a.

Lè m byen reflechi, m panse gen 2 faktè ki ka eksplike pou ki sa pwofesè a te chwazi itilize J'ai vengé la race pou l eseye demonte teyori mwen an. Premye rezon an, sè ke pwofesè a, malgre li di ke li se yon espesyalis nan analiz diskou, pa sanble fin byen konprann diferans teknik ki genyen ant lang ak diskou. Jan m sot eksplike l talè a, menm si yo defini lang kòm yon mwayen kominikasyon, se pa yon objè konkrè nou ka obsève dirèkteman. Sa nou ka obsève e analize lè yon moun ap pale oswa ekri se eleman diskou yo ye. Kit diskou a oral, kit li ekri, eleman nou jwenn ladan l yo alafwa lenguistik e ekstralenguistik. Pami eleman lenguistik yo, genyen fonèm, monèm, mo, fraz, eksetera. Pami eleman ekstralenguistik yo, gen ekpresyon kò moun, ekpresyon vizaj moun, bri patikilye moun fè ak bouch yo, ak men yo lè y ap pale, jès, ezitasyon, silans, entonasyon, eksetera. Lè n ap analize yon lodyans, nou dwe konsidere tout eleman lenguistik ak diskisif sa yo alafwa si nou vle byen sènen epi konprann lodyans lan nan tout konpleksite l.

Dezyèm rezon ki ka eksplike pou ki sa pwofesè a te chwazi J'ai vengé la race se petèt paske li poko pran tan pou li byen analize tèks sila a. Si pwofesè a sèvi avèk bon jan metòd nan domèn lenguistik tekstyèl ak analiz diskou pou li etidye J'ai vengé la race kòm sa dwa epi konpare l avèk lòt lodyans Sixto yo, sa va pèmèt li konstate J'ai vengé la race se pa yon lodyans tipik. Dapre analiz pa mwen, J'ai vengé la race se yon tèks ki diferan pa rapò ak lòt tèks oral Sixto yo. Ipotèz pa mwen, sè ke J'ai vengé la race se pa yon vrè lodyans. Atansyon ! Si m di J'ai vengé la race se pa yon vrè lodyans, se pa paske Sixto konpoze l an franse non. Si se ta sa, nou ta ka di Zoune chez sa nainnaine, La famille des Pitite-Caille ansanm ak majorite istwa kout Gary Victor yo, ki ekri an franse, se pa lodyans yo ye. Rezon ki fè m di J'ai vengé la race se pa yon vrè lodyans, se paske li manke plizyè eleman karakteristik fòmèl ak pragmatik ki espesifik ak fòm estetik ki rele lodyans lan. Akoz limit yo ban mwen nan longè atik sila a, mwen pa p ka antre nan twòp detay tenik, men paralèl mwen pral fè la ant J'ai vengé la race e Lea Kokoye ap pèmèt nou konprann grosomodo sou ki baz syantifik ipotèz mwen an chita.

Aswiv

Orijinal atik sa a soti nan Pawòl kreyòl, Revi literè Sosyete Koukouy, Montreal, Vol. 6, 2024, pp. 40-54. Revi Tanbou

KONBIT POU MONTRE TOUT AYISYEN LI, EKRI AK KONPRANN LANG AYISYEN AN

esponsò







Konfederasyon Nasyonal Vodouyizan Ayisyen (KNVA NY)
P.O. Box 640206
Oakland Gardens, NY 11364
Tel: 718-776-2870
917-442-0491
www.Knva.org/NY

25 out 2024
94-17 Francis Lewis Blvd
Jamaica Queens NY 11438

Aksepte Yo Brase Ak Yo (AYOBYO)
P.O. Box 610316
Bayside, NY 11361
Tel:347-886-6941
www.ayobyo.org

Désirs insulaires : Haïti et la République dominicaine !



Cessons de brûler les drapeaux dominicains et haïtiens, ici et là.

Par Narciso Isa Conde

"Arrêtons de brûler ici et là les drapeaux dominicains et haïtiens. Brûlons plutôt ici et là des poupées de l'Oncle Sam ; ou les symboles du Pentagone, de la CIA et de l'USAID."

En ces temps de haine imprégnée de racisme et de xénophobie, quand le néoconservatisme mental respire l'anti-haïtianisme et la violence à travers de nombreux pores de la classe dirigeante, de sa particratie, de son état-major, de ses académies, de ses élites capitalistes perverties et du Palais national lui-même, voici nos désirs insulaires :

N'oublions jamais la haute estime de notre héros de notre indépendance, Juan Pablo Duarte, pour le peuple haïtien, son indépendance pionnière dans Notre Amérique et sa révolution antiesclavagiste. Ni l'un ni l'autre, la contribution à l'unité de l'île du Commandement haïtien dans la révolution d'avril 1965 et le sacrifice choquant de son jeune poète Jacques Viaux, héros de la Guerre pour la Patrie contre les envahisseurs yankees (1965).

Ne méprisons jamais le sens de la lutte restauratrice, menée par Gregorio Luperón, pour vaincre l'annexion à l'Espagne et la trahison des faux indépendantistes ; ni l'épopée de Caamaño et des constitutionnalistes contre l'intervention impérialiste de 1965.

Cessons de brûler les drapeaux dominicains et haïtiens, ici et là.

Consacrons-nous plutôt à brûler des poupées de l'Oncle Sam, là et ici ; ou les symboles du Pentagone, de la CIA et de l'USAID ; à répudier le FMI, à exiger la sortie de la République dominicaine du Commandement Sud, des méga-entreprises minières Uni Gold, Gold Corp, Barrick Gold, Falcondo et des troupes étrangères d'Haïti. Ou à lutter sans relâche contre le néocolonialisme insulaire décadent.

Que les ambassades qui font le piquetage soient celles des États-Unis et celles des grandes puissances qui attaquent – et détruisent – les pays qui luttent pour la justice et l'autodétermination.

Contribuons à créer la Fédération des îles Dominicaines-Haïtiennes dans le cadre de l'Unité Antillaise et de la Confédération des Républiques Latino-Caraïbes, et comprenons que la patrie, ce sont les êtres chers, le quartier, le district, le village, la ville, la campagne, l'école, l'université, l'usine… avec sa diversité culturelle, humaine, environnementale et sociale ; peu importe la couleur de leur peau, de ceux qui les habitent, leurs croyances, leur façon de parler, leur origine, leur sexe, leur âge, leur orientation sexuelle…

Cette patrie, c'est l'humanité.

C'est notre terre et les peuples voisins. C'est la Caraïbe, c'est notre Amérique, la planète, la somme de toutes les identités culturelles.

Que les petites patries doivent construire la grande, tupamariste, bolivarienne, guévariste, et la patrie-humanité ; Là où règne l'égalité dans la diversité et la verdure, règnent la vie, l'amour et le bonheur collectif.

Pensons aussi à l'appeler MÈRE-PATRIE et semons-y du socialisme et des fleurs, car la MÈRE-PATRIE vient du patriarcat et il est injuste d'exclure l'autre moitié sublime de l'humanité et de prolonger plus longtemps l'oppression et la misère.

Aporrea News 23 Octobre 2024

Les Haïtiens dénoncent les abus dans les expulsions de la République Dominicaine



Le ministre haïtien des Affaires étrangères Dominique Dupuy

Par Stephanie Andújar

Après que les autorités ont annoncé qu'elles expulseraient jusqu'à 10 000 immigrants sans papiers par semaine, les plaintes pour violations des droits des personnes concernées se sont multipliées.

Les haïtiens de Saint-Domingue reconnaissent le droit des autorités dominicaines d'expulser toute personne qui se trouve illégalement sur leur territoire, cependant, ils dénoncent que les agents d'immigration commettent des abus tels que la détention d'immigrants avec leurs papiers en règle.

Suite à l'annonce par la République dominicaine qu'elle expulserait jusqu'à 10 000 immigrants illégaux par semaine, le ministre haïtien des Affaires étrangères Dominique Dupuy a dénoncé les violations des droits de l'homme dans ce processus au niveau international, accusations qui ont été rejetées par le ministre dominicain des Affaires étrangères, Roberto Álvarez, lors de la session de ce mardi du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Par ailleurs, la Direction générale de l'immigration a signalé que les actions visant à contrôler l'immigration irrégulière comprennent non seulement l'expulsion des clandestins, mais aussi le démantèlement des gangs qui se consacrent au trafic d'immigrés sans papiers.

Le nombre d'étrangers en situation irrégulière expulsés de la République dominicaine en octobre s'élève à 27 352, en grande majorité des ressortissants haïtiens.

Malgré les critiques et la pression internationale, les autorités dominicaines assurent qu'elles n'arrêteront pas le rythme des expulsions.

HispanTV 23 octobre 2024

Manifestations contre les expulsions massives d'Abinader à New York, Boston et San Juan



Dominicains et haïtiens protestent à New York contre les expulsions massives de travailleurs haïtiens

Par la voix des travailleurs

Jeudi 24 octobre, des manifestants dominicains, haïtiens et portoricains se sont rendus aux consulats de la République dominicaine dans le Bronx de New York, à Boston et à San Juan, à Porto Rico, pour exprimer leur solidarité avec les noirs victimes de persécutions racistes ordonnées par le gouvernement de droite de Luis Abinader.

Depuis début octobre, plus de 27 000 personnes, pour la plupart des Haïtiens, ont été expulsées. Les Dominicains d'origine haïtienne ont également été victimes d'arrestations et d'expulsions arbitraires. Des centaines d'opérations policières et militaires déployées dans tout le pays ont été caractérisées par des brutalités policières, du profilage racial, des raids sans mandat et toutes sortes d'actions ouvertement arbitraires, configurant de fait un état d'exception.

Les responsables consulaires de New York et de San Juan ont refusé de recevoir la lettre ouverte signée par des centaines de militants et d'organisations internationales exigeant le respect des droits de l'homme. Ce refus coordonné est l'indication d'un ordre illégal du ministère des Affaires étrangères de ne pas recevoir de correspondance relative à la défense des droits de l'homme. Même au consulat de New York, les responsables ont scandé des slogans abinadéristes et néo-trujillos sur de prétendues invasions d'immigrants.

Le mouvement international de solidarité avec la communauté immigrée haïtienne et les Dominicains d'origine haïtienne se développe et les actions arbitraires et illégales de l'apartheid dominicain sont de plus en plus exposées au monde, en contraste avec l'image démocratique et la destination touristique que les autorités tentent de projeter.

**Mouvement Socialiste des Travailleurs de la République Dominicaine
25 octobre 2024**

Conseil Présidentiel, de la création au scandale de corruption !



Les 9 membres du Conseil Présidentiel de Transition (CPT)

Par Catherine Charlemagne

(1ère partie)

Cette semaine, nous entamons une nouvelle série à propos du scandale de corruption dans lequel trois Conseillers Présidentiels sont impliqués. Plus que des soupçons. Au fil de cette nouvelle chronique, les lecteurs découvriront que, dès sa création, le CPT donnait déjà le flan à toute sorte de suspicions qui, malheureusement pour certaines, se sont avérées confirmées. C'est un dossier qui, le moins que l'on puisse dire, jette un discrédit certain sur l'ensemble des membres de cet organisme exécutif.

Avec la nomination d'un nouveau Premier ministre par le Conseil Présidentiel de Transition (CPT), les Haïtiens pensaient enfin retrouver une forme de stabilité politique et institutionnelle pour conduire le pays vers la fin de la transition politique. Personne ne s'imaginait que deux mois après sa création, le CPT, à peine installé, allait causer sa propre perte de crédit avec l'éclatement du scandale de corruption, jusqu'à empêcher trois de ses membres de devenir Président de la présidence collégiale.

Certes, depuis leur prise de fonction, les 9 membres du CPT marchaient sur la braise tant les noms de la plupart d'entre eux circulaient dans les médias et sur les réseaux sociaux les accusant d'avoir été mêlés à des combines au sein de l'appareil de l'État. Le plus significatif est le détournement de fonds publics destinés au Service d'Intelligence Nationale (SIN) que certains membres assument et confirment avoir partagé afin de financer leur propre sécurité, etc. En général, la population haïtienne est peu rancunière sur ces actes de corruption vis-à-vis de ses dirigeants tant c'est entrée dans les mœurs et dans les pratiques. A quelques exceptions près, elle se révolte, manifeste et demande parfois des comptes aux autorités, comme c'est le cas pour le fameux dossier du fonds PetroCaribe sous les présidences de Michel Martelly et de Jovenel Moïse (2011-2021). Et là encore, il y a eu une bonne part de manipulation politique des oppositions pour qu'au sein de la Société civile, il se crée des groupes de pressions contre le gouvernement. Sinon, rien d'inquiétant pour le pouvoir.

La preuve, dès le lendemain de l'assassinat du chef de l'État, le 7 juillet 2021, ces groupes de pression ont tout bonnement disparu dans la nature et le dossier PetroCaribe, comme tous les autres dossiers relatifs à la corruption, est lui aussi vite oublié. Mais, Dieu merci, la mentalité évolue. Elle évolue surtout à propos des dirigeants qui ne bénéficient d'aucune légitimité populaire encore moins constitutionnelle et qui ne semblent pas se préoccuper du sort d'un pays complètement livré aux groupes armés et à la Communauté internationale notamment les Etats-Unis d'Amérique qui le maintiennent en vie grâce à un cordon sécuritaire dirigé par le Kenya. De ce fait, l'opinion publique commence à ne pas accepter que tout se passe comme une lettre à La Poste et que la corruption devienne la norme de gouvernance. Nous disons donc, deux mois après l'installation du CPT et à quelques jours seulement de la prise de fonction de Garry Conille, la République allait être secouée par un énorme scandale qui fera date, une nouvelle fois, dans l'histoire d'Haïti et dont l'opinion publique ne semble pas se résoudre à accepter l'inacceptable.



De gauche à droite les trois membres du Conseil Présidentiel, Smith Augustin, Louis Gérald Gilles et Emmanuel Vertilaire accusés publiquement de tentative de corruption

Trois membres du Conseil Présidentiel de Transition : Smith Augustin, Emmanuel Vertilaire et Louis Gérald Gilles sont publiquement accusés de tentative de corruption par Raoul Pascal Pierre-Louis, le Président du Conseil d'administration de la Banque Nationale de Crédit (BNC), l'une des trois plus grandes banques commerciales du pays. Certes, la rumeur courrait bon train. Les réseaux sociaux et le téléphone arabe faisaient circuler les noms des présumés corrompus. Mais, faute de communication officielle ni de démenti de la part d'aucun des accusés, tout le monde demeure prudent et ne pipe mot, en tout cas publiquement.

Il aura fallu l'intervention le jeudi 25 et le vendredi 26 juillet 2024 de Me Sonet Saint-Louis, défenseur du Président du Conseil d'administration de la BNC, sur deux stations de radio de la capitale haïtienne, Port-au-Prince, (*Vision 2000*, et *Magik9*) dans leurs émissions matinales à très forte écoute pour qu'enfin les langues se délient publiquement. Cet avocat très engagé politiquement a été, en effet, le premier à vendre la mèche dans les médias et par ricochet sur la place publique en citant, sans détour et sans trembler, les noms de ces « *Trois Conseillers Présidentiels : Emmanuel Vertilaire, Louis Gérald Gilles et Smith Augustin qui ont réclamé 100 millions de gourdes à M. Pierre-Louis pour le reconduire à la tête du CA de la BNC.* » En réalité, tout commence par un courrier en date du 24 juillet 2024 adressé au nouveau chef du Gouvernement de transition, Garry Conille. Courrier dans lequel, le dirigeant de la BNC cite nommément les trois Conseils-Président de vouloir lui soutirer 100 millions de gourdes s'il souhaiterait conserver son poste à la tête de cet organisme public.

Dans son courrier au locataire de la Primature, Raoul Pierre-Louis laissait entendre qu'il a peur et exige même du gouvernement de la protection pour lui et sa famille étant donné le rang de ces personnes ayant exigé cette somme faramineuse si vraiment l'envie lui prenait de garder la présidence de cette banque publique. Croyant bien faire, Pierre-Louis souligne pour Garry Conille *« J'ai été approché par des Conseillers Présidentiels, Messieurs Gérald Gilles, Smith Augustin et Emmanuel Vertilaire, qui ont exigé un paiement de 100 millions de gourdes pour conserver mon poste de Président de la Banque Nationale de Crédit. Cette demande, que je perçois comme une forme de corruption, menace non seulement mon intégrité professionnelle mais pose également un risque sécuritaire grave pour ma famille et moi-même. Devenus cible de ces individus, nous sommes exposés à des menaces d'attaques potentielles.*

Face à cette urgence, je sollicite une intervention rapide de votre part afin de renforcer notre sécurité et de permettre la continuation de mes fonctions dans un environnement sécurisé et sans pression indue. » Après ce courrier dans lequel il accuse publiquement les Conseillers-Président dont deux futurs Coordonnateurs du CPT de tentative de corruption, Raoul Pierre-Louis ne doute pas un instant que c'est lui, le premier, qui allait payer le pot cassé. En clair être sanctionné pour le silence qu'il venait de briser. C'est en quelque sorte, « l'arroseur-arrosé » dans la mesure où, en guise de réponse à sa lettre du 24 juillet, il apprend dans une correspondance signée du Premier ministre datée du 8 août 2024 qu'il a été révoqué et qu'un Comité de gestion de la BNC est mis en place.

Sans chercher à comprendre si le haut fonctionnaire dit la vérité, Garry Conille écrit « *Cher Monsieur Pierre-Louis, je vous informe, par la présente que, par décision du Gouvernement, il a été demandé au régulateur du système financier qui est la Banque Nationale de la République d'Haïti (BRH) de mettre en place à la Banque Nationale de Crédit (BNC) un Comité de gestion, en attendant la nomination et l'installation d'un nouveau Conseil d'administration. Par conséquent, il a été décidé de mettre fin à vos fonctions de Président du Conseil d'Administration de la BNC.* » En recevant cette lettre, l'histoire ne dit pas quelle a été la réaction du désormais ex-Président du Conseil d'administration de la BNC. Mais, on imagine qu'il s'est tombé de son fauteuil. Lui qui croyait bien faire en dénonçant trois présumés corrompus, des dirigeants qui sont censés justement combattre ce genre de malversations au nom de la République et du peuple haïtien. Sitôt dit sitôt fait.

Le mardi 13 août 2024, le public apprend dans un Tweet de la BRH (Banque centrale d'Haïti) que *« La ministre de l'Economie et des Finances, Kethleen Florestal, et le Gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH), Ronald Gabriel, ont procédé à l'installation officielle des membres du Conseil de gestion de la Banque Nationale de Crédit (BNC). Ce Conseil, composé de Pierre André Agélus, Pascale Valembrun Désinor et Evens Jérôme, a pour mission d'améliorer la qualité du portefeuille de la BNC.*

Il s'assurera également de la mise en œuvre des outils de contrôle, ainsi qu'à une gestion rigoureuse des risques, afin de garantir la stabilité de cette institution, la troisième plus grande banque du pays ». En clair, le dossier de Raoul Pierre-Louis et le scandale de la corruption sont clos, croit-on au sein de l'Exécutif de la Transition. Clos, certes, pour le pouvoir, mais pas pour la presse ne cessant d'alimenter la population d'informations authentiques et véridiques concernant cette affaire.

Avec cette révocation de leur accusateur, Louis Gérald Gilles, Emmanuel Vertilaire et Smith Augustin pensaient eux-aussi être sortis d'affaire. Surtout, ils étaient tous les trois montés au créneau pour dénoncer à leur tour ce qu'ils appellent « *une manipulation politique* » de leurs opposants. Le plus combatif des trois, Smith Augustin, qui s'apprêtait à succéder à Edgard Leblanc Fils à la présidence du CPT, a été le premier à vouloir se défendre contre les accusations de Raoul Pierre-Louis. Dans un long communiqué à la presse, ses services de communication prenaient le contre pied de ce qu'ils ont appelé des « allégations » contre le membre du Conseil Présidentiel de Transition *« Le Bureau de Communication du Conseiller-Président Smith Augustin exprime sa stupéfaction et son indignation face aux récentes allégations mensongères et calomnieuses associant le Conseiller Présidentiel à des actes de corruption, et attaquant ainsi sa personnalité et son intégrité.*

Le Conseiller Smith Augustin rejette les accusations de corruption portées contre lui, il dénonce une démarche politiquement motivée visant la déstabilisation du Conseil de Transition et réitère sa détermination à poursuivre son travail en dépit des tentatives de diffamation, d'intimidation et de sabotage. Il exhorte ses concitoyens à rester vigilants et à ne pas prêter foi aux allégations politiquement motivées qui ne visent que la déstabilisation du CPT (…) » Par ailleurs, le parti Pitit Dessalines de Jean-Charles Moïse, dès la mise en cause de son représentant au CPT, Emmanuel Vertilaire, avait immédiatement sollicité la révocation du Président de la BNC et avait envisagé de saisir la justice contre lui pour atteinte à l'intégrité du Conseiller-Président. Curieusement, si les avocats-Conseil de Louis Gérald Gilles ont beaucoup fréquenté la presse pour essayer de laver leur client, celui-ci demeura le plus discret possible compte tenu de l'ampleur qu'a pris cette affaire de corruption.

Il faut dire que, à part le Conseiller Emmanuel Vertilaire qui est soutenu publiquement et garde toute la confiance de son parti Pitit Dessalines et de Jean-Charles Moïse, les deux autres accusés ne peuvent en dire autant. En effet, dès l'éclatement du scandale, l'ULCC (Unité de Lutte de Contre la Corruption), avait ouvert une enquête pour « *sollicitation de pot-de-vin* » à la demande de la Primature et avait convoqué l'accusateur Raoul Pierre-Louis pour le mardi 30 juillet 2024 pour venir s'expliquer devant une Commission d'enquête de cet organisme à 10h. Ce que l'intéressé, dans un premier temps, avait décliné arguant craindre pour sa sécurité tant que les trois Conseillers-Président demeurent à leur poste. Smith Augustin et Louis Gérald Gilles sont les deux accusés qui restent sous les projecteurs et dont les parties prenantes respectives les soutiennent qu'à reculons.

Deux jours après que le courrier accusateur ait été rendu public, dans une lettre datée du 26 juillet 2024, les militants de plusieurs organisations ayant contribué à la nomination de Smith Augustin au CPT, avaient pris clairement position pour que ce secteur remplace celui-ci sans tarder compte tenu de cette grave accusation. Soutenus par les Secrétaires et Secrétaires-adjoint départementaux du parti les Engagés pour le Développement (EDE), ils avaient écrit à la Secrétaire Sterline Civil pour cette requête en plus de la Résistance démocratique (RED), la Coalition historique et tous les autres formant cette plateforme qui se sont soulevés pour évincer Smith Augustin en soulignant avoir *« Pris acte de la correspondance du Président du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de Crédit (BNC) au Premier Ministre Garry Conille en date du 24 Juillet 2024, faisant état de comportement assimilable à un acte de corruption qui impliquerait des Conseillers-Président dont notre représentant, M. Smith Augustin.*

Saisi du dossier, le Directeur Général de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) adresse une correspondance au Président du Conseil d'Administration de ladite banque lui demandant de se mettre disponible pour une audition relative à l'acte corruptible qui serait posé par trois (3) des Conseillers-Présidents. Cette situation déshonorante pour le Conseil Présidentiel de Transition nous rend inconfortables. Par conséquent, pour éviter toute entrave à l'enquête



Raoul Pascal Pierre-Louis, Président du Conseil d'administration de la Banque Nationale de Crédit (BNC)

déjà initiée par l'ULCC et à la justice, pour restaurer un climat de confiance susceptible de faciliter la réussite de la période intérimaire, nous exigeons illico le retrait de M. Smith Augustin et son remplacement immédiat suivant les dispositions de l'Accord du 3 avril 2024. Les intérêts supérieurs de la Nation doivent être au-dessus des intérêts de groupes. Nous nous désolidarisons du Conseiller-Président Augustin pour cause de suspicions légitimes. »

Ces militants voulaient que cet ancien ambassadeur d'Haïti en République dominicaine soit remplacé selon les dispositions de l'Accord signé le 3 avril 2024. Pourtant, malgré cette fronde à l'intérieur du parti de Claude Joseph, celui-ci avait continué à soutenir le représentant de la coalition qui avait nommé l'ancien diplomate au CPT. L'ancien ministre des Affaires Étrangères et ex-chef de gouvernement a.i sous Jovenel Moïse, faisait même état d'une manipulation politique, voire d'une tentative de coup d'État pour empêcher son protégé d'alors d'accéder à la présidence du CPT le 7 octobre 2024 suivant ce qui avait été défini par l'ensemble des parties prenantes. A ce moment, Jean-Claude Joseph expliquait même que *« Lors de ma rencontre avec la délégation de la CARICOM, les Éminentes Personnalités n'avaient pas suggéré d'écarter les membres du CPT accusés.*

La CARICOM est claire qu'elle n'a pas de prérogatives pour demander le changement des membres au Conseil Présidentiel de Transition. La délégation voulait savoir s'il y a un malaise entre les membres du CPT et les Secteurs et notre compréhension sur les allégations. Les mêmes Secteurs qui voulaient empêcher aux secteurs EDE-RED, Pitit Desalin et l'Accord du 21 décembre d'avoir des représentants au CPT sont les mêmes qui, aujourd'hui, veulent empêcher Smith Augustin de devenir Président du CPT le 7 octobre. L'enjeu est la présidence du CPT le 7 octobre. » Depuis, l'opinion du patron de EDE a beaucoup évolué sur la question. Ce qu'on verra plus loin. **(A suivre)**

C.C

Revolutions are Violent, Contradictory, and Messy



In October 2024, Viv Ansanm soldiers in lower Delmas explain the reasons for their taking up arms and their struggle with the nearby neighborhood of Solino

by Kim Ives

*"A revolution is not a tea party, or writing an essay, or painting a picture, or doing embroidery; it cannot be so refined, so leisurely and gentle, so temperate, kind, courteous, restrained and magnanimous. A revolution is an insurrection, an **act of violence**, by which one class overthrows another."*

Mao Zedong

He was called "the butcher of the blacks." Another testified that he pursued his enemies "the way one hunts wild beasts. He shot, clubbed, and hanged on a daily basis."

Those remarks are not about any leader of *Viv Ansanm* (Live Together), the vilified coalition of armed neighborhood groups which kicked out former U.S.-installed de facto Prime Minister Ariel Henry on Feb. 29 and is today threatening to bring down the new puppets with whom Washington replaced him.



Two Viv Ansanm soldiers entering Solino as fires burn.

Those were the observations of Charles Leclerc and Jean-Baptiste Brunet, two 19th-century French generals, about Haiti's founding father General Jean-Jacques Dessalines, whom they first fought alongside and then against.

The French generals were referring to the ruthless war Dessalines waged against the *marrons* (runaway slaves called maroons or *congo*), who set up remote villages in Haiti's high, rugged mountains. Dessalines originally fought the *congo* because they refused to work on the French plantations when Toussaint Louverture was governor-general of the Saint Domingue colony from 1801 to 1802. But after Toussaint's Jun. 7, 1802 arrest and Dessalines' decision to seek independence for the colony, Dessalines waged an even more bitter war against them.

"Dessalines faced determined opposition from large bands of African-born *marrons*," explained historian Philippe Girard. "In the months that followed his [October 1802] defection from the French army, Dessalines accordingly arranged to have his two main *congo* rivals, Sans Souci and Lamour Derance, arrested and killed. Thousands of angry cultivators subsequently refused to be incorporated into his army and, amazingly, chose to ally themselves with French expeditionary leader Rochambeau instead." As a result, Dessalines burned some of their villages and killed many in their communities.

That situation in Saint Domingue 221 years ago is eerily similar to the confrontations taking place in what might turn out to be Haiti's second social revolution unfolding today.

Several towns and neighborhoods around Haiti have chosen not to join the *Viv Ansanm* coalition but rather to ally with the enemies arrayed against it: Washington, its puppet Transitional Presidential Council (CPT), Prime Minister Garry Conille, the Haitian National Police (PNH), and the U.S.-led, Kenyan-fronted, non-UN mercenary force of foreign cops known as the Multinational Security Support mission (MSS).

The historical role of these recalcitrant towns and neighborhoods is analogous to that of the *marrons'* opposition to Dessalines' efforts to build a liberation army. As a result, the *Viv Ansanm* forces and its allies have had several confrontations with armed groups in towns like Pont Sondé and Arcahaie, north of the capital, Léogâne, south of the capital, and in several Port-au-Prince neighborhoods like Delmas 30, Delmas 32, Delmas 75, Christ-Roi, Nazon, and Solino.

In many cases the forces fighting the *Viv Ansanm* are led by policemen, like a certain "Angelo" in Delmas 30, who has allegedly executed people simply because they live in *Viv Ansanm*-controlled areas like Village de Dieu or Grande Ravine

Sometimes, the fog of war makes it difficult to know exactly who attacked whom first. For example, Jeff "Ti Jeff" Larose leads the *Viv Ansanm* armed group (known as the Taliban) in Canaan, a sprawling, makeshift shanty town that sprang up on a flood plain just north of Port-au-Prince after the 2010 earthquake. He claimed, in a viral TikTok video, that armed men at a road barricade in Arcahaie, several miles further north, killed five religious people – men and women – just because their national identification cards showed they were from Canaan.

"They were even carrying bibles," Jeff said. "They weren't involved in anything."

In response, his soldiers made a night-time raid on Arcahaie on Oct. 9. Some reports said there were no casualties, but other sources told *Haïti Liberté* that up to 50 people in Arcahaie were killed. Whatever the case, the raid was supposed to send a message to the Arcahaie armed group that Canaan would not tolerate people from its area being arbitrarily targeted, pulled from vehicles, brutalized, or killed.

However, a source in close contact with the Arcahaie armed group called Jeff's story about the killing of five religious people "a complete fabrication" and charged that Jeff's group had been savagely attacking Arcahaie, killing an 81-year-old man and beheading a 21-year-old woman and her mother, then putting their heads on pikes.

Meanwhile, another grisly video has been circulating on Haitian social media showing a severed arm and leg hanging by ropes purportedly somewhere in Solino. "This video should be circulated widely for people to see the crimes that the Solino guys are committing," says the caption on the video. "You see what they do?" says the video's main narrator. "Kill people, chop them up, and then hang the pieces. And then they say *Viv Ansanm* is bad... The Solino guys did this... Cops did this... Things we never would do, they've done here."

Such stories with accompanying gruesome videos have set Haitian social media on fire, fueling intense debate.

All Revolutions Have Such Violence and Terror

The struggle among the masses – between people who should be allies – is not unique to the Haitian revolution. Every revolution has such events. And the bourgeoisie's media and agents always seize on these contradictions to undermine the revolutions.

The French Revolution's violence and "terror" is well-known and iconic, as many innocent people and even the revolution's leaders fell victim to the guillotine, which became that period's symbol.

The Russian Revolution also had some very bitter battles within the masses, about which its leader, Lenin, wrote extensively. In his classic pamphlet, *"Left-Wing" Communism: an Infantile Disorder,* Lenin explained the Bolsheviks' "ruthless struggle against petty-bourgeois, semi-anarchist (or dilettante-anarchist) revolutionism," singling out the Socialist-Revolutionary Party which he said "stubbornly refused (or, it might be more correct to say: was unable) to understand the need for a strictly objective appraisal of the class forces and their alignment." (It could be said that many Haitian leftists have not made such an "objective appraisal" in Haiti today.) Lenin also faulted the SRs for condemning "the terror of the Great French Revolution, or, in general, the terror employed by a victorious revolutionary party [i.e. the Bolsheviks] which is besieged by the bourgeoisie of the whole world," as was the case in 1917-1919 Russia.



A severed leg and arm, hung by strings, discovered by Viv Ansanm soldiers in Solino

The Chinese Revolution also had terrible struggles. After the Communist victory in 1949, Mao Zedong and the Communist Party "initiated a campaign against 'counter-revolutionaries' and other opponents, especially officials in the previous Nationalist government," recently wrote Doug Bandow for the Libertarian Cato Institute (to be taken with a grain of salt). "[Mao] admitted 700,000 deaths, but the real toll reached as high as two million. He dismissed criticism of the human cost, contending that it was necessary to secure power. Subsequently he targeted supposed 'capitalist' elements, resulting in hundreds of thousands more deaths. He insisted that 'the worst among them should be shot.' Others were criticized and sent to labor camps."

The Jan. 1, 1959 Cuban Revolution, when Fidel Castro's July 26th Movement overthrew Gen. Fulgencio Batista's dictatorship, was no exception. There were many arrests and executions. At a televised trial of accused counter-revolutionaries in October 1959, Fidel was asked: "Is this the return of Batista's terror?" Fidel paused to think for a moment and then replied: "No. This is revolutionary terror."



An 1806 engraving by Manuel López López of Dessalines holding a woman's severed head.

This brief historical review is not to endorse or glorify the violence and terror which accompany revolutions, only to clinically acknowledge it as a feature of all revolutions, as a doctor might diagnose a patient's symptoms.

Haiti's Bourgeoisie Likely Stokes the Violence, As in the Past

The recent spike in Haiti's violence and terror, from both sides of the conflict, may well result from the political advances that the *Viv Ansanm* coalition has scored in recent weeks by holding almost daily online live discussions, similar to giant town-hall meetings which tens of thousands of Haitians follow and participate in, mostly on TikTok.

Many are drawn by the opportunity to talk or listen directly to *Viv Ansanm*'s leader and spokesman Jimmy "Barbecue" Cherizier, who has been playing a game of Whack-a-mole with TikTok censors. Channels he has opened, despite having huge followings, have been shut down, only for him to open up new ones. Other *Viv Ansanm* leaders, like Christ-Roy "Krisla" Chéry, also have TikTok channels in whose live broadcasts Cherizier participates.

The broadcasts, all in Kreyòl, clearly have generated some degree of interest and even support from Haitians in Haiti and its diaspora, and this has greatly alarmed Haiti's bourgeoisie, and surely the U.S. State Department.



Portrait of Jean-Jacques Dessalines, Haiti's founding father, by Louis Rigaud

"It's an outrage that a known criminal, a terrorist, a murderer, a monster, can be allowed to just talk to people and spread his lies so freely and easily," said a wealthy Haitian businessman of the broadcasts. "This really should be stopped somehow."

In the past, and almost certainly now, the Haitian bourgeoisie has provided money, guns, and ammunition to some armed groups to fight others. For example, Cherizier announced the founding of his first federation of armed groups, the *G9 Family and Allies*, in June 2020, with the purpose of "stamping out crime in Haiti's poor neighborhoods." The very next day, a Cité Soleil leader, Gabriel "Ti Gabriel" Jean-Pierre, whom oligarch Réginald Boulos publicly admitted to supporting, announced the formation of the *G-Pèp*, a federation which soon came to include many of Haiti's most infamous criminal gangs involved in kidnapping, rape, extortion, and robbery.

For the next four years, the two federations were engaged in almost constant, bitter fighting until they merged in February 2024 into the *Viv Ansanm* coalition.

It is therefore likely that Haiti's oligarchs, who totally support Washington's concocted political and military alliances in Haiti, are again using their economic power to support the recalcitrants fighting the *Viv Ansanm*. It is known that one oligarch, Prophane Victor, backs the anti-*Viv Ansanm* forces in Pont Sondé, and Cherizier claims to have proof that the policemen from Port-au-Prince's Solino neighborhood are being financed to attack his neighborhoods of Delmas 2, 4, and 6.

The Doctrine of Divide-and-Conquer

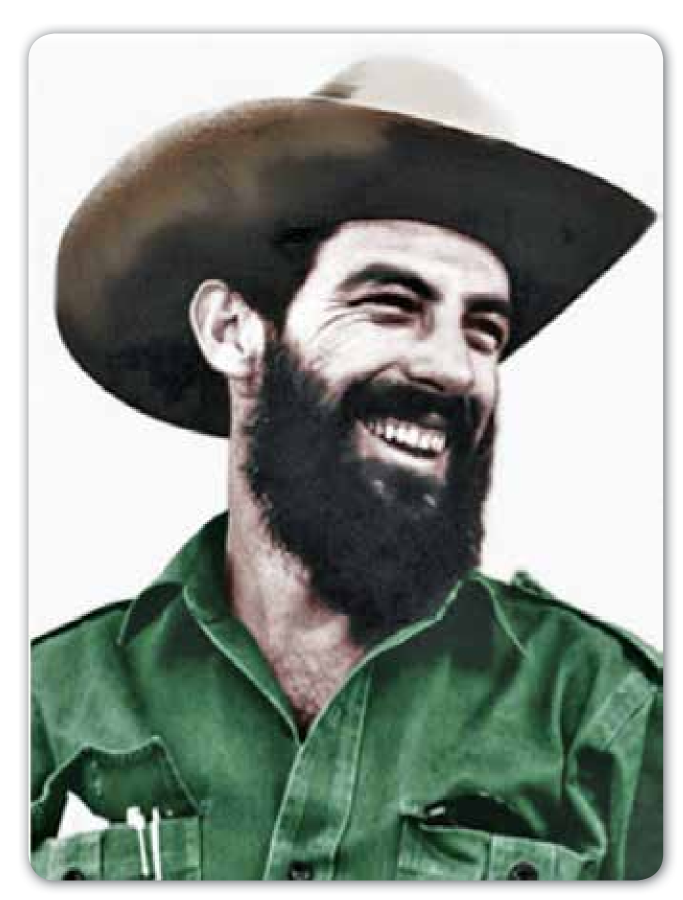
Both the British and the U.S. empires owe much of their rise and success to mastering the art of sowing dissension among their enemies. From the European conquest of North America, where indigenous tribes and nations were pitted against each other or lured into ephemeral alliances, to the subversion of the anti-war, anti-imperialist, civil rights, progressive movements in the U.S. during the 1960s and 1970s through covert programs like COINTELPRO, Washington has demonstrated its expertise in setting its foes at each others' throats.

This calculus goes back to the North American "founding fathers." Many of them – land-owning, slave-owning, ship-owning bourgeois – were worried that the democracy they were fashioning could eventually be used to strip them of their property and wealth by the united, voting masses.

But James Madison, sometimes referred to as the "Father of the Constitution," reassured the ruling class not to worry, in his

suite à la page(16)

LE SOURIRE ET L'EXEMPLE SOUS UN CHAPEAU À LARGE BORD



Hommage au commandant guérillero Camilo Cienfuegos Gorriaran



Ernesto "Che" Guevara, Fidel Castro et Camilo Cienfuegos lors d'un discours à La Havane en 1959.

Par Pastor Batista Valdés

Quand les difficultés sont plus grandes, quand il semble que tout est sombre ou qu'il n'y a pas d'issue, allez vers le rivage avec sérénité. Le souvenir du héros souriant, coiffé d'un chapeau à large bord, nous dira qu'il n'y a pas de défaite tant qu'il y a de l'optimisme, de la conviction et une cause juste

Ceux qui ne s'y connaissent pas en tempêtes – celles que Camilo n'a jamais craint, au contraire : il remerciait, se battait et obtenait la victoire –, ne comprendront jamais pourquoi, chaque 28 octobre, Cuba entière transforme en champ de fleurs les vagues de la mer, les rivières, les ruisseaux, les lagunes, les réservoirs et tout plan d'eau qui se trouvent à la portée des enfants, des jeunes et des adultes...

Je ne connais pas de tradition similaire, qui fait que des générations entières concrétisent, de manière virtuelle et vertueuse, les retrouvailles avec l'un de ces enfants, modestement exceptionnel et réellement illustre, que ce peuple fait revivre pour qu'il ne meure jamais... Telle est la tradition de l'hommage au commandant guérillero Camilo Cienfuegos Gorriaran.

La presse de l'époque, les livres d'histoire et la douleur éternelle rapportent qu'il disparut alors qu'il était à bord d'un avion léger Cessna 310, volant de Camagüey vers La Havane, après avoir neutralisé, sans autre arme que sa présence et sa grandeur humaine, un complot contre la Révolution naissante, ourdi par le traître Hubert Matos.

En quel lieu béni de la terre ou de la mer le petit avion rouge et blanc a-t-il pu s'écraser ? On ne l'a jamais su. Plus de dix jours de recherches inlassables et millimétrées par tout un peuple bouleversé n'ont pas apporté le moindre indice.

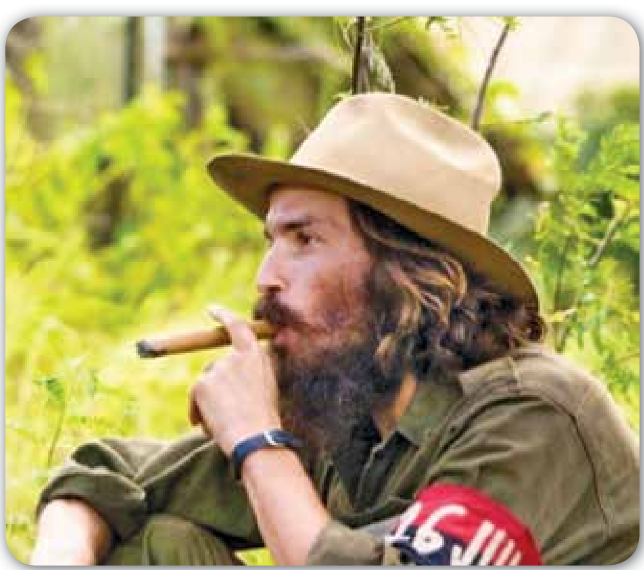
L'homme charismatique aux mille anecdotes et aux mille batailles, bras droit et homme de confiance de Fidel (Est-ce que je vais dans le bon sens, Camilo ? Lui avait-il demandé), avait à peine 27 ans lorsque sa mystérieuse disparition prit la forme incertaine de la mort.

Comme d'habitude, la médisance ennemie profita de ce terrible événement pour tisser, à coup de calomnies éhontées, des tissus de mensonges que le temps s'est chargé de transformer en poussière et en néant.

Ceux qui ne s'y connaissent pas en tempêtes surmontées par la force de la fraternité, devraient pratiquer ce magnifique exercice de se demander sous la pression de quelle pointe de fusil ou de quelle menace des millions de Cubains vont-ils chaque 28 octobre déposer des fleurs pour le héros de Yaguajay : le village où Camilo fit preuve, lors de sa prise, de ses plus brillantes compétences tactiques et stratégiques de guérillero, ou pour quelle raison les vivants et ceux qui naîtront après eux continuent d'adorer sa figure légendaire.

Cherchez-en la raison principale en Camilo lui-même – et en sa modeste famille – depuis sa haine des mauvais traitements, alors qu'il n'était qu'un enfant, son engagement, très jeune, dans de justes protestations contre le pouvoir écrasant et lorsqu'il manifesta à l'université contre le coup d'État du dictateur Fulgencio Batista.....

L'histoire a voulu, mais lui aussi, qu'il soit le dernier homme choisi par Fidel pour faire partie de l'audacieuse expédition du yacht Granma et que, sans le vouloir, il termine la non moins intrépide invasion vers l'ouest de Cuba parmi les premières et les plus importantes figures de l'épopée.



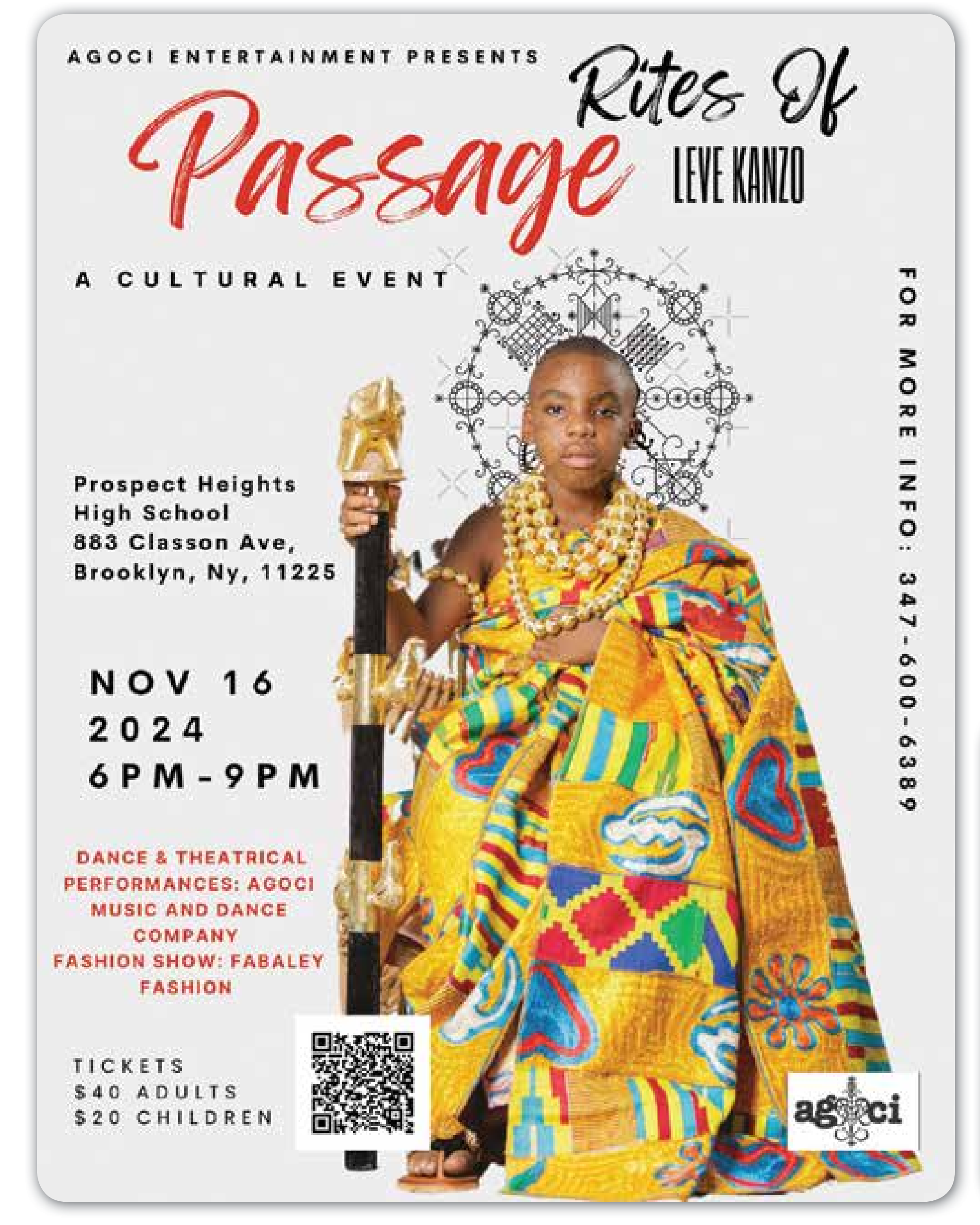
Musée national Camilo Cienfuegos, refuge de l'histoire

Lorsque les difficultés sont plus grandes, lorsque tout semble sombre ou qu'il n'y a pas d'issue, allez sur le littoral avec sérénité. Le souvenir du héros souriant, coiffé d'un chapeau à large bord, nous dira qu'il n'y a pas de défaite tant qu'il y a de l'optimisme, de la conviction et une cause juste.

Granma
28 octobre 2024



Camilo Cienfuegos





Growing with each generation.

Sunday Dinner is more than just a weekly meal. It's a timeless tradition that strengthens culture, family, and love as it's passed down from one generation to the next.

Watch a story that shows just how meaningful this one meal can be.
publix.com/SundayDinner



John Catalinotto : « Les Démocrates et les Républicains représentent tous deux les grandes entreprises, le militarisme et l'impérialisme »



Kamala Harris et Donald Trump

Par Robin Delobel

Le vote du 5 novembre pour la présidentielle approche aux États-Unis. Kamala Harris, la vice-présidente sortante démocrate, fait face à Donald Trump. Que peut-on espérer de cette élection? Quelles sont les différences entre les candidats ou plutôt les politiques de ces deux grands partis? Nous faisons le point avec John Catalinotto, journaliste communiste, anti-impérialiste et antiraciste étasunien.

Robin Delobel : Quels sont les thèmes majeurs discutés dans la campagne électorale et comment se différencient les deux grands partis ?

John Catalinotto : Tout d'abord, je tiens à faire une clarification importante. La propagande étasunienne produit un torrent écrasant de mensonges. La vie politique aux États-Unis, en ce qui concerne le vote et les élections, est entièrement dominée par les deux grands partis capitalistes-impérialistes, les Démocrates et les Républicains, qui représentent tous les deux les grandes entreprises, le militarisme et la volonté de maintenir l'hégémonie mondiale de l'impérialisme américain. Ces partis dépensent des milliards de dollars au cours d'une année d'élection présidentielle pour faire la publicité de leurs candidats. Et la plupart des publicités ne sont pas des discussions sur les programmes politiques mais des mensonges répétés à l'infini.

Aucun parti social-démocrate, sans parler des partis communistes, ne peut dépenser 1 % de ce que le Parti démocrate et le Partir républicain dépensent pour être élus à la présidence ou même au Congrès.

En outre, malgré toute la propagande pro-américaine sur la démocratie, le vainqueur de l'élection présidentielle est désigné par un décompte des voix totalement antidémocratique, déterminé principalement par le total des voix dans chacun des cinquante États, qui élisent les membres du collège électoral. Lors des élections de 2000 et de 2016, le candidat à la présidence ayant obtenu le plus grand nombre de voix populaires au niveau national a perdu l'élection sur la base du collège électoral.

Parmi les grandes thématiques, il y a l'économie. La masse de la classe ouvrière est mécontente de la situation économique, en particulier de la hausse des prix de l'alimentation, des transports, de l'éducation et des soins médicaux. Il n'y a pas eu de véritable reprise après la crise de 2008-09, et les prix ont fortement augmenté pendant la pandémie de Covid-19, plus rapidement que les salaires. La majorité de la classe ouvrière du pays a plus de mal à payer ce dont elle a besoin pour vivre qu'auparavant. En revanche, les très riches se sont considérablement enrichis.

Les jeunes travailleurs souffrent de l'augmentation considérable des coûts de l'éducation et du logement, qui rendent difficile, même pour les diplômés de l'enseignement supérieur, de vivre séparément de leurs parents et, s'ils le souhaitent, d'élever des enfants.

L'administration Biden-Harris est davantage blâmée pour la stagnation de l'économie et l'inflation que Trump, bien que les deux aient fondamentalement les mêmes politiques pro-entreprises et pro-riches. Les démocrates sont considérés comme moins antisyndicaux que Trump.

Robin Delobel : Sur l'immigration, Trump multiplie les déclarations provocatrices et racistes…

John Catalinotto : À en juger par leur rhétorique anti-migrants, quelle que soit la question, les républicains ont dû décider que la désignation de boucs émissaires parmi les migrants était leur principal cheval de bataille pour gagner des voix parmi les éléments rétrogrades de leurs électeurs potentiels. Ils calomnient les migrants et les rendent responsables de tout ce qui ne va pas aux États-Unis.

Chaque mot sortant de la bouche des candidats anti-migrants est un mensonge. Trump et son colistier Vance ont inventé une rumeur selon laquelle des travailleurs migrants haïtiens de Springfield, dans l'Ohio, auraient volé et mangé des animaux domestiques. Même après avoir admis qu'il s'agissait d'un mensonge, Vance a soutenu qu'il était justifié parce que ce mensonge mettait en évidence le problème de l'immigration.

L'impérialisme américain a rendu la vie impossible à des millions de personnes dans leur pays de naissance. Soit en promouvant un dirigeant réactionnaire meurtrier (Haïti, Honduras), soit en exigeant des politiques néolibérales (Équateur), soit en imposant des sanctions (Venezuela).

Trump-Vance promettent d'expulser les quelques 13,3 millions de migrants présents aux États-Unis sans autorisation officielle et d'empêcher l'entrée de nouveaux migrants. Ils veulent mobiliser les forces armées pour rassembler des millions de personnes et les forcer à partir et placer des milliers de soldats à la frontière. Les travailleurs sans papiers occupent des emplois essentiels au fonctionnement de l'économie américaine : construction, entretien, hôtellerie. Cela créerait un cauchemar pour les migrants et leurs familles et serait fatal pour l'économie américaine.

Depuis que Trump-Vance reprochent à l'administration Biden-Harris d'être trop « molle » à l'égard des migrants, l'administration a pris ses propres mesures anti-migrants. Elle vient de supprimer le statut de protection temporaire pour les migrants originaires de quatre pays: Cuba, le Venezuela, le Nicaragua et Haïti. C'est la version de l'hémisphère occidental de la crise des migrants de l'Union européenne. Les extrémistes de droite comme le parti de Le Pen en France, l'AfD en Allemagne ou les nationalistes flamands en Belgique attaquent les migrants et les partis de centre-droit et de centre-gauche leur cèdent la place. Au final, les migrants souffrent et la solidarité des travailleurs aussi.

Cela nous parait plus important, pour de vrais partis internationalistes de la classe ouvrière, de donner la priorité à la construction de la solidarité entre les travailleurs migrants et les travailleurs nés dans le pays, que de gagner des voix en concédant à une idéologie rétrograde.

Robin Delobel : La question de l'avortement marque également une différence entre Démocrates et Républicains.

John Catalinotto : Oui, plus globalement les droits reproductifs. En nommant des juges réactionnaires, l'administration Trump a pu éliminer la protection juridique des droits reproductifs, c'est-à-dire principalement le droit à l'avortement. Les démocrates, et en particulier Harris, sont considérés comme des défenseurs des droits reproductifs. Il s'agit de la question la plus populaire chez les démocrates, notamment parce que Harris s'est toujours battue pour les droits reproductifs. Une partie de la base électorale de Trump-Vance est constituée d'évangéliques, qui sont plus opposés à l'avortement que les catholiques. Des référendums distincts portant sur le droit à l'avortement sont en cours dans dix États. Dans l'ensemble, cette question donne un avantage à Harris.

Robin Delobel : Trump a pu se représenter malgré les nombreux procès contre lui….

John Catalinotto : Il y a une autre thématique importante que je qualifierai d'autocratie, l'anti-démocratie. Trump est à juste titre blâmé pour la tentative de coup d'État du 6 janvier 2021 au Capitole, qui a presque réussi à renverser une élection qu'il a perdu par 7 millions de voix au niveau national. (Le vote était très serré dans quatre États, de sorte qu'un gain de seulement 40 000 voix aurait pu faire de Trump le vainqueur). Trump refuse de s'engager à accepter les résultats du vote de cette année. Il fait face à de nombreuses accusations légales qui, s'il n'est pas président, pourraient le conduire en prison, bien que cela soit peu probable. Il menace de mettre ses rivaux en prison – il ne s'agit pas de révolutionnaires, mais de politiciens démocrates et républicains pro-capitalistes et même de fonctionnaires (que beaucoup d'entre nous considèrent comme des criminels de guerre impérialistes, comme Dick Cheney et John Bolton) qui ont contrarié Trump et qu'il considère comme ses ennemis.

Les organisations autour de Trump ou du MAGA (Make America Great Again) tentent de restreindre le droit de vote sous le prétexte fallacieux que les non-citoyens votent et qu'ils votent principalement démocrate. Cela a pour effet d'empêcher les gens de voter, en particulier les personnes de couleur ou celles qui parlent avec un accent anglais non américain. Ils menacent également la sécurité physique du personnel électoral.

Robin Delobel : Ils se font attaquer physiquement?

John Catalinotto : Oui, des personnes sont menacées d'agression physique, suite aux diffamations de Trump et de ses fans. Beaucoup des personnes agressées sont des femmes noires, par exemple on l'a vu dans des États comme la Géorgie.

Un grand nombre de personnes craignent que Trump ne s'oriente vers la dictature et qu'une victoire de sa part n'ouvre la porte au fascisme. Ils s'efforceront d'élire Mme Harris même s'ils sont sceptiques à son égard ou à l'égard de ses politiques. Cette question et les volontés de Trump jouent en faveur de Harris.

Robin Delobel : En politique étrangère, certains croient que Trump serait moins belliqueux que les démocrates.

John Catalinotto : La politique étrangère se résume ici à dire la guerre et la paix. Cette question devrait peut-être figurer en tête de liste, mais aucun des deux candidats n'en fait grand cas. Depuis la guerre hispano-américaine (1898), tant les démocrates que les républicains ont soutenu l'impérialisme américain dans ses guerres inter-impérialistes, ses guerres d'agression contre le monde socialiste (la guerre froide) et ses tentatives de reconquête des colonies depuis 1989.

Depuis 1999, les deux partis ont soutenu les interventions militaires en Irak, en Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak à nouveau, en Libye, en Syrie et la guerre par procuration des États-Unis et de l'OTAN contre la Russie en Ukraine. Trump affirme qu'il aurait pu éviter cette guerre, mais n'a pas de programme pour y mettre fin. Tous deux soutiennent une attitude hostile à l'égard de la Chine et une pression militaire sur la République populaire démocratique de Corée.

L'année dernière, l'administration Biden-Harris a soutenu la guerre génocidaire d'Israël à Gaza et son agression contre le Liban et l'Iran, en armant l'État colonisateur pro-impérialiste. Trump ne les attaque que parce qu'ils n'en font pas assez pour Israël et qu'ils sont indulgents envers l'Iran. De nombreuses personnes qui soutiennent la Palestine ou qui ont au moins agi pour mettre fin au génocide – qu'elles observent en direct – même si elles détestent Trump, ont déclaré qu'elles ne voteraient pas pour Harris et qu'elles ne travailleraient pas pour qu'elle soit élue. Sa politique à l'égard d'Israël pourrait même lui coûter l'élection.

Ce qui est remarquable, c'est que Harris a reçu le soutien d'une longue liste de républicains, dont certains (Cheney, Bolton, divers généraux de haut rang) ont travaillé au sein de l'administration Trump et que je considère presque tous comme des militaristes pro-impérialistes. Apparemment, une grande partie de l'appareil d'État américain considère Harris comme une dirigeante compétente qui travaillera dans les limites normales de la politique impérialiste – et ils considèrent Trump comme un électron libre qui ne tient compte que de ses propres priorités.

Aucun des deux candidats n'offre de solution qui aide la classe ouvrière, ni ne garantit que les États-Unis ne déclencheront pas une guerre ou que le capitalisme ne fera pas s'effondrer l'économie. Ou même que l'État ne deviendra pas plus répressif.

Robin Delobel : On entend peu la gauche du parti démocrate. Comment se placent les élus de gauche et les mouvements sociaux?

John Catalinotto : Il y a une poignée d'élus du parti démocrate qui peuvent être historiquement sociaux-démocrates ou même qui appartiennent au Democratic Socialist of America. Deux élus sortants ont déjà été battus lors d'élections primaires (pour être candidats au parti démocrate) par des démocrates qui bénéficiaient d'un financement important de la part de groupes pro-israéliens. D'autres ont gagné leurs primaires. Les candidats du parti vert pourraient obtenir quelques pourcents des voix de ceux qui veulent soutenir les questions environnementales ou qui veulent voter contre le génocide à Gaza. Certains petits partis situés à gauche des Verts se présentent (le Parti pour le socialisme et la libération, par exemple) et s'opposent aux guerres à Gaza et à l'OTAN.

En résumé, la « gauche » a beaucoup plus d'influence en organisant des manifestations qu'en participant aux élections capitalistes en ce moment.

Robin Delobel : L'écologie semble toujours absente des débats, même malgré l'ouragan Helen et ses nombreux dégâts?

John Catalinotto : Aucun des partis capitalistes n'a de solution à la crise climatique. Trump continue de nier qu'il s'agit d'un problème et certains de ses plus grands partisans sont issus des monopoles du pétrole, du gaz et du charbon. Les deux ouragans, Helen et maintenant Milton, ravagent des régions du sud des États-Unis mais ni le gouvernement local ni le gouvernement fédéral ne disposaient de plans d'évacuation ou d'une aide d'urgence en quantité suffisante.

Investig'Action 22 octobre 2024

Pourquoi le Brésil s'oppose à l'entrée du Venezuela dans les BRICS ?



A droite le président russe, Vladimir Poutine accueillant son invité le président Nicolas Maduro au16e sommet des BRICS à Kazan, Russie

Ce lundi 21 octobre, lors du 16e sommet du bloc à Kazan, Russie, un évènement auquel a été invité le président Nicolas Maduro par le président russe, Vladimir Poutine lui-même, début août, on a appris que le Brésil s'opposait à l'entrée du Venezuela dans le groupe des BRICS.

Cette information a été donnée par le conseiller pour les affaires internationales du Gouvernement brésilien, l'ancien chancelier Celso Amorim. C'est le président du Brésil, Luiz Iñacio Lula da Silva qui a donné des instructions pour qu'on mette le veto à l'éventuelle adhésion de Caracas.

En Amérique latine, en plus de la Bolivie, de Cuba et du Nicaragua, le Venezuela avait présenté une demande officielle pour entrer dans l'alliance des économies émergentes. Parmi tous les candidats, c'est le Venezuela qui avait obtenu le meilleur consensus pour son entrée dans le bloc, après le renforcement de ses relations de coopération avec les membres les plus importants de celui-ci, en particulier, la Russie et la Chine.

Amorim a déclaré qu'il ne s'agissait pas « d'un jugement moral ou politique »: *« Les BRICS sont composés de pays qui pratiquent certaines sortes de régime et d'autres types de régimes, la question est de savoir s'ils ont la capacité, étant donné leur poids politique et leur capacité de relations, de contribuer à un monde plus pacifique. »*

La déclaration du conseiller est ambiguë. D'une part, il dit qu'au sommet de Kazan, il ne devrait pas y avoir de règles rigides pour intégrer de futurs partenaires, car, à son avis, les BRICS devraient être ouverts à des Etats qui prouvent le développement et les changements dans la gouvernance mondiale. Mais, parallèlement, il annonce publiquement qu'il n'approuve pas l'entrée du Venezuela.

Cependant, cette position est en accord avec l'attitude de plus en plus hostile du Gouvernement de Lula envers le Venezuela, ces derniers mois, après qu'il n'ait pas reconnu les résultats des élections du 28 juillet lors desquelles le président Nicolas Maduro a été réélu.

Bien qu'au début, le Brésil ait tenté de se placer dans un cadre de neutralité relative en cherchant à s'ériger comme une instance de médiation dans le conflit post-électoral, progressivement, il s'est de plus en plus aligné sur la position de Washington et de Bruxelles qui reconnaissent ouvertement Edmundo Gonzalez comme soi-disant vainqueur des élections.

Raisons et motifs

La première chose à souligner est que l'année dernière, Lula lui-même était ouvert à l'expansion des BRICS et à l'inclusion du Venezuela. La déclaration d'Amorim, en ce sens, représente un changement agressif de position qui détériore les relations Caracas–Brasilia. *« Je suis partisan du fait que le Venezuela intègre les BRICS. Nous allons nous réunir rapidement, et nous devons évaluer plusieurs demandes d'intégration, »*, avait affirmé Lula en mai, et il avait ajouté que *« la nouvelle géopolitique est caractérisée par deux éléments : l'unité de Notre Amérique dans sa diversité et le rôle des BRICS qui se profilent comme le grand imam des pays qui veulent coopérer. »* Il faut rappeler que, également l'année dernière, le Brésil avait encouragé l'entrée de l'Argentine dans le bloc, mais qu'une fois Javier Milei élu, celui-ci avait mis fin à la demande d'intégration dans les BRICS.

Du point de vue stratégique, le Brésil a intérêt à rester le seul pays latino-américain membre des BRICS, une position grâce à laquelle il évite des contrepoids géopolitiques et, en même temps, protège son monopole sur la conduite des affaires régionale face au reste des puissances du bloc.

En effet, l'inclusion de l'Argentine avait comme présupposé que Brasilia administre les temps et les portées de l'adhésion de Buenos Aires et faisait de l'Argentine la petite sœur du géant brésilien dans l'alliance.

C'est pourquoi le Venezuela pourrait devenir un allié gênant dans le groupe, un allié qui ne pourrait être contrôlé comme l'Argentine, et qui stimulerait le raffermissement de la multi polarité à contre-courant de la politique étrangère brésilienne qui se caractérise par l'accentuation des liens avec l'Occident.

Le conflit existentiel entre Caracas et Washington, qui pourrait se renforcer après les élections présidentielles aux États-Unis, en novembre, obligerait le Brésil à soutenir son partenaire vénézuélien dans les BRICS et à s'opposer à Washington.

Étant tout deux dans le groupe, le Brésil serait obligé d'avoir une relation politique et économique active avec le Venezuela, et ainsi, il défiait les sanctions illégales et le récit de la Maison-Blanche et du département d'Etat refusant de reconnaître la présidence de Nicolas Maduro.

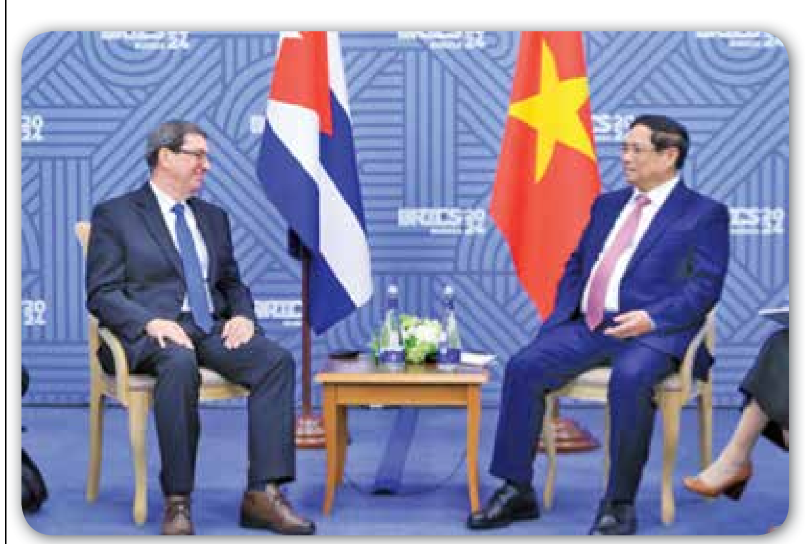
Lula et Amorim ont compris ces éventuels dilemmes, c'est pourquoi ils ont décidé de s'opposer à l'incorporation du Venezuela afin de réduire le coût politique qu'impliquerait le fait de déformer ou de compliquer les relations avec les États-Unis.

Par cette opposition, le président brésilien et son principal conseiller en matière internationale montrent que leur vision est plus eurocentrique que multipolaire et que les BRICS sont plus un instrument économique qu'une vision géopolitique décidée à construire un nouvel ordre mondial, un horizon vers lequel se dirige le Venezuela et qu'il encourage activement.

Ce choc des visions et les points de vue irréconciliables de la politique étrangère brésilienne envers les États-Unis expliquent la dernière attaque du Brésil.

Mision verdad 23 Octobre 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 25 Octobre 2024

Les BRICS approuvent l'adhésion de Cuba en tant que pays partenaire



Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez, et le Premier ministre vietnamien Pham Minh Chinh (à droite), dans la ville russe de Kazan pour participer au 16e sommet du groupe des pays BRICS Photo : Doan Bac

Le 16e sommet des BRICS, organisé à Kazan, capitale de la République russe de Tatarstan, a approuvé l'adhésion au bloc de 13 pays dont Cuba en tant que partenaires. La décision a été qualifiée d'historique. Lors d'une conférence de presse, le président russe, Vladimir Poutine a déclaré que son pays avait fait tout son possible pour que les nouveaux membres des BRICS rejoignent organiquement la famille, et qu'il y était parvenu.

Peu avant, le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez, a dit que les BRICS représentaient un véritable espoir pour les nations du Sud.

Lors de la séance plénière du format élargi du 16e Sommet BRICS+ le chef de la diplomatie cubaine a mis en avant le poids politique, économique et démographique du bloc à l'heure de la consolidation du nouvel ordre mondial multipolaire. *« Les BRICS sont apparus comme un acteur fondamental dont la pertinence, l'autorité et le leadership sur la scène géopolitique mondiale ne cessent de croître, et comme un véritable espoir pour les pays du Sud dans leur cheminement complexe vers un ordre international plus juste, plus démocratique, plus équitable et plus durable »*, a-t-il déclaré.

Il a d'autre part indiqué que la nouvelle banque de développement des BRICS joue un rôle de plus en plus décisif en tant qu'alternative importante permettant aux nations du Sud d'accéder aux ressources financières dans des conditions plus équitables.

En ce sens, il a assuré que l'extension des mécanismes de l'alliance à d'autres pays contribuerait à atténuer les effets du système monétaire international actuel, injuste et déséquilibré.

Prensa Latina 25 Octobre 2024
Bolivar Infos 26 Octobre 2024

Le gouvernement vénézuélien rejette le veto du Brésil pour empêcher son entrée dans le groupe BRICS



Lula et Celso Amorim

La République bolivarienne du Venezuela a rejeté jeudi le veto du Brésil pour empêcher son entrée dans le groupe BRICS, et a souligné que cette action constitue une agression contre le pays et « un geste hostile, qui s'ajoute à la politique criminelle de sanctions qui a été imposée à un peuple courageux et révolutionnaire ».

Dans un communiqué, le gouvernement vénézuélien a dénoncé que la représentation du ministère brésilien des Affaires étrangères, dirigée par l'ambassadeur Eduardo Paes Saboia, *« a décidé de maintenir le veto que Bolsonaro a appliqué au Venezuela pendant des années, reproduisant la haine, l'exclusion et l'intolérance promues par les centres de pouvoir occidentaux pour empêcher, pour l'instant, l'entrée de la patrie de Bolívar dans cette organisation »*.

Bien que le Venezuela ait reçu le soutien de plusieurs pays participants pour formaliser son entrée dans le bloc, le pays bolivarien considère que le veto constitue une agression envers le Venezuela et est considéré comme le reflet des tensions géopolitiques actuelles, où les puissances occidentales tentent de limiter l'influence vénézuélienne.

Le document souligne également l'indignation du peuple

suite à la page(16)

LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE



La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

Un rassemblement à Boston exige : la Journée des peuples autochtones maintenant !



Marche exigeant la Journée des peuples autochtones. Boston, 12 octobre 2024. (Photo WW : Maureen Skehan)

Par Will Hodgkinson

Près de 200 manifestants autochtones et leurs alliés se sont rassemblés devant la gare de Park Street à Boston le 12 octobre pour exiger que le Massachusetts désigne immédiatement le deuxième lundi d'octobre comme la Journée des peuples autochtones.

Une coalition dirigée par des autochtones composée des United American Indians of New England (UAINE), du North American Indian Center of Boston (NAICOB), de Cultural Survival, de la New Democracy Coalition, du Workers World Party-Boston et des Italian Americans for Indigenous Peoples Day a organisé l'action du 12 octobre, qui renforce l'effort de longue date visant à démolir le culte glorifiant Christophe Colomb, dont l'œuvre a été caractérisée par la conquête, l'esclavage et le génocide.

Columbua, un soldat de fortune génois parrainé par la monarchie espagnole féodale tardive et ses créanciers marchands, a été le capitaine du voyage de 1492. Après le débarquement, lui et son équipage ont asservi, torturé et massacré de nombreux peuples autochtones des Caraïbes. La tuerie de Colomb a initié l'esclavage et a ouvert la voie à la traite transatlantique des esclaves et au système génocidaire d'extraction capitaliste et de colonialisme de peuplement auquel les nations autochtones continuent de résister dans le monde entier – de l'île de la Tortue à la Palestine.

Des années d'activisme héroïque mené par les autochtones ont forcé le gouvernement du Massachusetts à faire des concessions progressives. Le 28 mai dernier, le Sénat du Massachusetts a adopté un amendement qui a nommé une commission chargée de redessiner le drapeau et le sceau racistes de l'État. La Commission annoncera la refonte après un an, pendant lequel les anciens emblèmes anti-autochtones resteront en place.

D'autres demandes non satisfaites et de longue date du programme législatif autochtone au Commonwealth du Massachusetts comprennent l'adoption d'un projet de loi interdisant les mascottes scolaires racistes, l'intégration de l'histoire autochtone dans les programmes des écoles publiques ; élargir les possibilités d'éducation pour les étudiants autochtones et protéger les objets et objets funéraires autochtones. Le Massachusetts refuse également de proclamer le deuxième lundi d'octobre Journée des peuples autochtones. (maindigenousagenda.org)

Jean-Luc Pierite (Tunica-Biloxi), président du conseil d'administration de NAICOB, a déclaré : « Tant qu'il y aura un soleil dans le ciel, notre peuple continuera. Nous continuerons à marcher ; nous continuerons à défiler ; nous continuerons jusqu'à ce que nous soyons tous libres, tous nos peuples autochtones. … Nous exigeons la fin du jour de Christophe Colomb. Plus jamais ! »

Pierite a poursuivi : « Nous ne continuerons pas à soutenir un violeur, un génocidaire. Nous ne continuerons pas à soutenir le système colonial qui a terrorisé nos terres pendant des siècles. Nous continuerons à marcher et nous continuerons à démanteler ces systèmes qui ont maintenu notre peuple en échec. Plus jamais ! »

Dans son discours, Rosalba Solis (Maya) a souligné la résilience et la persistance des milliers de cultures autochtones qui existent depuis des millénaires sur les continents aujourd'hui connus sous le nom d'Amérique. Elle a exhorté la foule à apprendre, à honorer et à continuer de montrer sa solidarité avec les nations autochtones dans leurs luttes continues pour l'autodétermination et la souveraineté.

Le révérend Kevin Peterson de la New Democracy Coalition a exigé que Boston change le nom du Faneuil Hall, qui rend hommage au marchand de Boston de l'époque coloniale Peter Faneuil, qui a fait le trafic d'êtres humains réduits en esclavage. Peterson a ensuite appelé à des réparations pour des siècles d'esclavage et d'oppression raciale. La campagne « incandescente » pour la Journée des peuples autochtones, a-t-il déclaré, « incline nos esprits vers la justice ».

Alors que les manifestants traversaient Boston Common, ils scandaient : « Journée des peuples autochtones, maintenant ! » ; « Pas de justice sur les terres volées ! » ; et « De l'île de la Tortue à la Palestine, l'occupation est un crime ! »

Les manifestants soutiennent les employés de l'hôtel en grève

La marche s'est terminée à l'hôtel de luxe Hilton Boston Park Plaza où les employés de la section locale 26 d'UNITE HERE sont en grève pour exiger des salaires décents et des avantages sociaux plus importants. Ed Childs, membre de longue date de la section locale 26 et du WWP, a expliqué que les principaux investisseurs de Hilton, Blackrock et Fidelity, tirent profit des armes vendues à l'État sioniste et du vol et de l'exploitation des terres autochtones dans le monde entier.

Childs a déclaré : « Ce sont les colons du monde entier et d'ici chez nous. Votre lutte est donc notre lutte, et notre lutte est votre lutte ! »

Stimulés par les paroles de Childs, les manifestants ont rejoint en masse le piquet de grève de la section locale 26. En scandant « Faites-les payer ! », ils ont encerclé le pâté de maisons, sur lequel se trouve également le consulat israélien, alarmant la police et les policiers de location de Hilton.

De retour devant l'hôtel, les organisateurs ont rendu hommage à la lutte pour la libération palestinienne. Le rassemblement de la Journée des peuples autochtones de l'année dernière a eu lieu le 7 octobre, le jour de l'inondation d'Al-Aqsa, lorsque des combattants du Hamas ont attaqué des garnisons israéliennes dans une réprimande historique mondiale de la violence oppressive de l'État sioniste, de la complicité de l'empire américain qui le soutient et de l'ordre mondial tout entier de colonisation.

Workers World
17 octobre 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur JEAN MACKENLEY FALAISE d'avec son épouse née MARY JENSEN NEPHTALIE NOZIN pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'état Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier EMMANUEL JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. NELSON CILIUS, Juge en audience Civile ordinaire et publique du Jeudi treize Juillet deux mille vingt trois, en présence de Me LUCNAS ETIENNE Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi....etc...

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi et à charge d'appel et sur les conclusions conformes du ministère public, se déclare compétent dans le cadre de cette affaire pour être fondé en fait et en droit, par conséquent, accueille l'action en revendication du droit de propriété de la citoyenne Frederick DUBOIS née Marie Olienne CHERY pour être juste fondée. Au fond, Consacre et Confirme la citoyenne Frederick DUBOIS née Marie Olienne CHERY et la dame Marie Perpétuel DUBOIS dans leurs droits en tant que propriétaires du terrain sus décrit tant par juste titre que par héritières. Ordonne le déguerpissement de toutes personnes qui se trouvent illégalement sur ce terrain, annule toutes transactions illégales passées sur ladite propriété, accorde l'exécution provisoire vu qu'il y a titre authentique. Condamne enfin les assignés aux frais et dépens de l'instance.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Rose Marthe LOUIS JEUNE, Juge au Tribunal de Première Instance des Cayes en audience civile, ordinaire, publique et en ses attributions civiles en date du dix-sept juin deux mille vingt-quatre, en 221eme l'Indépendance en présence de Me Joseph Joubert AMAZAN Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Me Jean Thery TANCYL, Greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution. Aux Officiers du Parquet près les Tribunaux de Première Instance d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, le présent jugement est signe du juge et du greffier susdit.

Collationné et conforme à la minute pour expédition délivré.

PAR CES MOTIFS

Sur la demande de Me Cobert GÈNE AV. LE CABINET GÈNE ET ASSOCIÉS informe le public en général et les intéressés en particulier que le Tribunal de première instance de Port-au-Prince a rendu en ses attributions civiles de divorce, en audience ordinaire et publique du 13 Juin 2024 le Jugement dont le dispositif est ainsi conçu:

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur René COSSY d'avec son épouse la dame née Werline ALTIDOR pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Nelson CILIUS, Juge en audience civile ordinaire et publique du Jeudi 13 juin 2024, en présence de Me Dominique NOEL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY Greffier du siège

Il est ordonné...etc...

En foi de...quoi..etc..

Pour le cabinet

Cobert GÈNE, Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action; admet en conséquence le divorce de la dame Ermithe EDMÉ d'avec son époux Inefable JEAN BAPTISTE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse.

Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux: Ordonne à l'officier de l'état Civil de Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement, compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire en date du treize mars deux mille vingt-trois, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me.

Mozart TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi..etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée ; pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce des époux Peterson BALAN, la femme née Sunkardy SUPPLICE, pour injures graves et publiques, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer commune de Carrefour de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens ; Commet l'huissier Maxime CANDIO pour la signification de ce jugement Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, Juge en audience civile ordinaire et publique du Mercredi Sept Juin deux mille vingt-trois, en présence de Me Paul WESLEY, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens Thélémaque, Greffier du siège Il est ordonné....etc...En foi de quoi... etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence, le divorce de la dame Mérancia CHARLES d'avec son époux le sieur Eslin SEÏDE pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce Tribunal pour la signification de ce jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Guy AUGUSTIN, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du Mercredi vingt-six Octobre deux mille vingt deux, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Me Junior Sauvens Thélémaque Greffier du siège Il est ordonné....etc...En foi de quoi...etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur Erbens NARCISSE, la femme née Fabienne ARISTHILDE, pour injures graves et publiques, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier Maxime CANDIO pour la signification de ce jugement. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, Juge en audience civile, ordinaire du mercredi dix-huit Octobre deux mille vingt-trois, en présence de Me Paul WESLEY, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège

Il est ordonné...etc…

En foi de quoi...etc...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé à l'audience du vingt-trois Juin deux mille vingt-trois contre la dame née Carole BIEN-AIME pour faute de comparaitre suivant l'article 287 du code de procédure civil. Au fond admet le divorce des époux Pierre Réginal JEAN la femme née Carole BIEN-AIME pour injures graves et publiques suivant l'article 217 du code civil aux torts exclusifs de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Pétion-ville de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers si le cas y échet. Compense les dépens ; Commet l'huissier Clerbrun Faure pour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Marie Rosie Dégand NICOLAS, Juge en audience civile publique et ordinaire du vendredi trente juin deux mille vingt-trois, An 220ème de l'indépendance, en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement Jean Claude Jean Antoine et Harry Jean Paul faisant office du Ministère Public, et avec Yolande Zetrenne CADET Greffière du siège

Il est ordonné ...etc..

En foi de quoi..etc…

Sri Lanka, marxiste ou pas marxiste ?



Le président Anura Kumara Dissanayake rencontre une délégation de haut rang du Fonds monétaire international (FMI)

Par Jean-Pierre PAGE*

3ème partie

« Il faut que tout change pour que rien ne change ! »
Giuseppe Tomasi de Lampedusa ;

Dette, faillite et manipulation.

En avril 2022, le Sri Lanka qui traverse sa pire crise économique depuis 1948 annonce qu'il suspend le remboursement de sa dette de 46 milliards de dollars. Le pays se déclare en défaut de paiement et en quasi faillite. Pourtant, il n'a nul besoin de le faire d'autant que cette situation est créée artificiellement. D'emblée le gouvernement de Ranil Wickremesinghe se prononce en faveur de négociations avec les institutions internationales lui permettant de restructurer sa dette et de respecter ses obligations. Pour lui éviter les fourches caudines du FMI, la Chine se propose d'aider Colombo, mais en vain. Du fait des sanctions contre la Russie le gouvernement en prend acte et se prive délibérément d'un pétrole à moindre cout, ce qu'il pouvait négocier et obtenir facilement y compris à travers l'Inde. Les pressions US forcent le pouvoir à refuser ces solutions contraires aux prétentions américaines. Le choix est donc fait de venir mendier auprès du FMI et de ses conditionnalités. On est là, bien loin des propositions faites le 3 aout 1985 par Fidel Castro à La Havane en faveur de l'annulation de la dette par un combat sans relâche des pays du Sud.

Aujourd'hui, fort heureusement nous n'en sommes plus là, les choses ont changé, les gouvernements des pays en développement ont plus que jamais besoin de s'unir et agir ensemble contre la folie meurtrière et le totalitarisme des pays occidentaux en déclin, tout comme de leur système financier injuste et en faillite. C'est d'ailleurs ce à quoi contribue le mouvement en faveur du multilatéralisme et de la dédollarisation qu'encourage les BRICS et un nombre de plus en plus important de pays comme la Chine avec ses propositions en faveur d'une « communauté de destin » dont Les Nouvelles Routes de la Soie (BRI) auxquelles adhèrent près de 150 pays est un exemple.

Malgré ce mouvement très prometteur, Anura Kumara Dissanayake n'est pas disposé à le soutenir. Avant même d'être élu, il fait déjà le choix de capituler. Il cède et renonce à mener bataille au nom de la fatalité. Il ne prononcera pas un mot sur ce que doit devenir la coopération internationale sud/sud, rien sur le système dictatorial de Bretton Woods dont il est urgent de sortir, silence sur des échanges commerciaux entre pays sur un pied d'égalité à partir des monnaies nationales comme le pratique déjà de nombreux états afin de s'émanciper de la tutelle du dollar. Que le libéral Ranil Wickremesinghe n'en dise pas un mot, rien de surprenant à çà, mais que dire alors du pseudo marxiste Anura Kumara Dissanayake ? N'est-ce pas significatif et révélateur ? Cela va se confirmer !

Après ce long détour dont on m'excusera, le but étant de faire comprendre qui sont les acteurs de cette histoire sri lankaise, nous pouvons passer au deuxième acte de ce complot mené de main de maitre par les Etats-Unis et dont le mouvement Aragalaya aura été le premier acte. Car, il y a, bien sûr, une continuité, une cohérence dans tous ces événements et donc aucune divine surprise. Tout s'articule parfaitement. Le tempo est donné depuis l'Ambassade des Etats-Unis. Les élections présidentielles de septembre 2024 seront la prochaine étape. Elles auront pour but l'installation d'Anura Kumara Dissanayake dans le fauteuil présidentiel. Imaginez un « marxiste » à la tête du Sri Lanka avec la bienveillance et le soutien des Etats-Unis. Bravo l'artiste !

Anura président

Sans surprise donc, Anura arrive en tête de l'élection du 21 septembre, il est le candidat soutenu par le JVP/NPP nouvelle appellation de l'alliance de petits partis et de professions libérales, universitaires, les ONGs, hauts fonctionnaires d'état et surtout de représentants du big business sri lankais. Le NPP créé avec le JVP en 2019 compte 22 organisations très diverses, groupes féministes, activistes LGBTQ, artistes et même un parti communiste alternatif qui n'a rien à voir avec le vieux PC du très respecté Dew Gunasekara. Cette constellation à l'image de marque « société civile » sur le modèle occidental et à l'esprit ONG soucieux du sociétal et beaucoup moins de la contradiction capital/travail est représentative des classes moyennes et du monde des affaires que l'on a convaincu de se mobiliser en faveur d'Anura en le soutenant de toutes les manières possibles. Cette coordination va se retrouver autour d'un mot d'ordre simple « le pays pour Anura » son symbole sera « la boussole ». En fait, on retrouve là, la véritable base sociale du JVP. Celle-ci a d'ailleurs peu évolué. Elle demeure celle d'une petite bourgeoisie urbaine éduquée, mouvementiste et occidentalisée, critique des relations avec la Chine sensible également aux préoccupations wokistes.

La victoire d'Anura est typiquement un vote de classe moyenne et n'est donc pas ce que l'on peut appeler un vote populaire comme ce fût le cas avec l'élection en 2019 de Gotabaya Rajapaksa avec 52,25%. Anura obtient 42,31% des votes. Les deux candidats de droite Ranil Wickremesinghe avec 17,27% et Sajith Premadasa avec 32,76% qui sont à l'origine issus du même parti obtenant ensemble : 50,03%, soit la majorité en voix et pourcentage. Il n'y a qu'un tour, celui arrivé en tête emporte la mise.

Dans ces résultats, personne n'ose rappeler qu'aux précédentes présidentielles 5 ans auparavant le résultat d'Anura Kumara Dissanayake était de 3%. De 3% à 42% une progression spectaculaire jamais vue dans n'importe quelle élection et où que ce soit. Il est vrai que pour accéder à l'establishment dominant et manipuler les attentes populaires, Anura n'aura pas ménagé ses efforts. Ses sponsors : le monde des affaires, les médias, la police et l'armée, Delhi et Washington peuvent être satisfaits. Il ne reste plus qu'à attendre le retour sur investissement.

C'est ainsi que le 23 septembre, Anura Kumara Dissanayake a prêté serment et est devenu le 10e président du Sri Lanka. Immédiatement, il a dissous le parlement et convoqué des élections générales pour le 14 novembre, il a nommé une libérale liée au monde des affaires mais aussi aux Etats-Unis, connue pour son hostilité à la Chine, la Dr. Harini Amarasuriya comme première ministre. Une décision que l'on peut qualifier d'anticonstitutionnelle dans la mesure où celle-ci selon les pratiques en vigueur au Sri Lanka doit être une élue issue du suffrage populaire. Ce qui n'est pas le cas ! L'objectif est donc de donner le ton et d'emblée de rompre avec le système précédent afin de permettre à la « société civile » d'accéder à des fonctions officielles. Ce choix n'est donc pas anodin. Elle est issue elle-même de la mouvance ONG, membre du JVP tout en appartenant à une famille de riches planteurs qui furent les ennemis jurés du JVP du temps de ses insurrections. Ce qui ne manque pas de surprendre. Elle a fait ses études aux Etats-Unis et à l'Open University de G. Soros. Elle se déclare elle-même de « centre gauche ». Aux côtés de Julie Chung, l'entreprenante ambassadrice des États Unis, elle a été introduite auprès de Samantha Power, patronne de USAID et proche parmi les proches de Barack Obama. Au service de celle-ci, Amarasuriya a joué le rôle d'intermédiaire pour introduire les principaux dirigeants de la droite sri lankaise anti-Rajapaksa auprès de l'administration US.

Julie Chung se frotte les mains.

Faut-il ajouter qu'Anura a décidé de choisir comme collaborateurs les plus directs mais aussi pour diriger les administrations et les services publics de jeunes technocrates et des dirigeants d'entreprises liées à la finance et à la technocratie. Ce ne sont pas des nouveaux venus, bien avant le NPP dont ils sont des membres actifs ils agissaient en faveur de changements compatibles avec l'idéologie libérale. Là encore les Etats-Unis ont beaucoup investi dans la détection et la promotion de ces jeunes leaders. Au fond le dieu romain au double visage, Janus, a dû beaucoup inspirer Anura et les dirigeants du JVP/NPP.

Le vote en faveur d'Anura s'appuie d'abord et avant tout sur le rejet d'un système politique désuet et anachronique qui a marqué l'histoire du pays depuis l'indépendance. Deux partis en alternance dominaient alors la vie sri lankaise et se partageait le pouvoir à tour de rôle : le SLFP de centre gauche, nationaliste, ayant donné naissance après sa scission au SLPP. L'autre, l'UNP le parti de l'élite compradore dirigé depuis des décennies par l'ex-président Ranil Wickremesinghe, ce parti ayant également connu une scission qui aura donné naissance au SJP de Sajith Premadasa. Ces deux forces étant l'une comme l'autre minées par la corruption et le népotisme.

Le rejet des partis politiques institutionnels, de leurs candidats corrompus et le plus souvent incompétents est devenu le sujet sempiternel des discussions au Sri Lanka au point de perdre de vue le fond des choses et laisser place aux réactions émotionnelles. On s'est chargé de les entretenir, les médias y contribuant, en particulier Channel 1 News first appartenant à un des dix plus grands conglomérats financiers et Industriel du pays : le groupe Maharaja, les 'Think-Tank' et bien sur les ONG en particulier celles liées à Georges Soros qui jouent leur partition. Celles-ci sont dispersés depuis plusieurs années dans le pays à travers un vaste maillage en réseau enfin il ne faut pas oublier le rôle des prédicateurs évangélistes.

Si, le problème de la corruption est bien réel et particulièrement contagieux, tous les partis sont visés, JVP compris. Pourtant, si on parle souvent des corrompus on ne le fait jamais des corrupteurs. Par exemple, en février 2015 le Gouverneur de la Banque Centrale, sous le précédent gouvernement de la droite, a été directement impliqué dans un scandale financier qui a coûté au pays la bagatelle de 35 milliards de roupies, environ 11 millions de dollars. Il n'a pas été arrêté et continue à couler des jours heureux à Singapour. On a soupçonné le premier ministre de l'époque Ranil Wickremesinghe d'être impliqué.

Dans l'une de ses premières interventions comme président, Anura a jugé bon de réunir les fonctionnaires du ministère de l'agriculture pour leur parler de corruption afin d'y mettre un terme. On ne va pas contester une telle démarche. Seulement Anura Dissanayake oublie toujours de parler de la corruption de très haute volée, du blanchiment d'argent, du trafic de devises, des transferts de fond des grandes entreprises financières sri lankaises vers les paradis fiscaux. Le Sri Lanka est devenu un Hub international réputé en ce domaine, or c'est à cela qu'il faut s'attaquer. Le problème semble-t-il c'est que l'on trouve ces mêmes entreprises sri lankaises dans l'affaire des Panama Papers tout comme dans le soutien au nouveau président.

Malgré cela, reconnaissons que le JVP/NPP a été habilement conseillé de reprendre à son compte et de manière sélective la lutte contre la corruption ! Les gentils organisateurs de la campagne électorale vont d'ailleurs compléter cette exigence avec le besoin d'une autre « culture politique ». On en fait donc le thème principal de la campagne, d'Anura. Mais comme cela ne suffit pas, on va immédiatement conjuguer ces deux mots d'ordre (corruption, nouvelle culture politique) avec celui de « bonne gouvernance », un des sujets de prédilection du FMI et de la Banque Mondiale. Cela permettra ultérieurement à l'ambassade des Etats-Unis, au FMI, à Bill Gates, au coordinateur local de l'ONU et à beaucoup d'autres de saluer les valeurs morales et éthiques des thèmes de campagne d'Anura Kumara Dissanayake.

Le vote en faveur d'Anura est donc avant tout un vote de rejet, un vote contre la corruption des politiciens locaux, du moins c'est ce que le JVP/NPP prétend. Ce n'est pas un vote d'adhésion à un programme économique et social progressiste, encore moins à un programme socialiste. Car au fond, le programme JVP/NPP n'est qu'une gestion d'un capitalisme qui se veut plus efficace et qui par-dessus tout respecte les règles du système dominant, celui de la finance mondialisée. Pour le NPP, il faut en finir avec la « mauvaise gestion ». Mais, il faut surtout transférer au business les sources de profit encore sous le contrôle de l'état et ne conserver à celui-ci que ses fonctions régaliennes, ce n'est rien d'autre que le projet de bonne gouvernance à la sauce libérale de la Banque Mondiale. C'est pourquoi, le JVP/NPP propose de privatiser les entreprises publiques considérées non rentables. C'est ce que recommande également Mc Kinsey qui, à Colombo, a ses bureaux voisins de ceux du premier ministre. Cette société d'audit bien connu entend faire procéder à une réingénierie technocratique de l'État, restructurer celui-ci en le débarrassant de ses charges de redistribution et responsabilités publiques, en le plaçant au service des puissances étrangères et de la finance internationale. Pour Mc Kinsey, Advocata et le FMI/Banque Mondiale, il faut en finir avec la souveraineté populaire et dynamiter le service public, ils choisissent sans hésitations Anura Dissananayake comme leur candidat ! En ce sens le programme du JVP/NPP est éminemment politique dans ce pays qui a eu et a encore un réseau important d'entreprises nationales et ou la terre appartient aux citoyens qui ont tant contribué par leurs luttes à la qualité de l'éducation et de la santé des gens. Là, sont les conditions du FMI/Banque Mondiale et de ses partenaires que le nouveau président a fait le choix de suivre et respecter.

Finalement, un gouvernement provisoire a été mis en place et tous les portefeuilles ont été distribués entre les 3 députés du JVP, y compris Anura. Pour l'heure ce qui domine c'est l'attente des gens parmi les plus modestes. Elle est forte, les illusions ne le sont pas moins comme si aux yeux d'un grand nombre mettre fin à la corruption des fonctionnaires et des politiciens allait résoudre tous les problèmes comme par magie. Sous peu, le réveil risque d'être douloureux, d'autant que le président et son micro gouvernement à trois se sont engagés à respecter à la lettre les conditionnalités imposées au pays par le FMI.

Bien avant les élections présidentielles, Anura et celle qui allait devenir sa première ministre ont multiplié les déclarations apaisantes. Ce fut le cas avec le meeting de plusieurs centaines de chefs d'entreprises le 4 septembre tenu à l'hôtel Monarch Imperial convoqué par le Forum des Affaires. Là, Anura, ses assistants et collaborateurs réaffirmèrent leurs choix de collaboration loyale avec le monde des entreprises mais surtout leur respect des engagements pris auprès du FMI/Banque Mondiale.

A Suivre

* Ancien responsable du secteur international de la CGT.

LGS 9 Octobre 202

AVIS DE RAPPEL DE DIVORCE

Afin que nul n'en prétexte ignorance. Le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince a rendu le Jugement suivant : Par ces motifs, le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience ordinaire, publique et civile, pour le profit déclare fondée la dite action. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Patrick BÉLIZAIRE d'avec son épouse Carmen Berthilde GEORGES, aux torts de l'épouse, ordonne à l'Officier d'État Civil de Taifer, commune de Carrefour à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me Nelson CINIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du neuf juin deux mille vingt-et-un, en présence de Me Paul WESLY, Substitut Commissaire de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Mozart TASSY, Greffier du siège.

Me Jean PRIME, Avocat

AVIS DE DIVORCE

Il est important de porter à la connaissance du monde des Affaires et du Public en général que le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince a rendu un Jugement de divorce par défaut en date du Lundi sept mars deux mille vingt-deux en faveur de la dame Marie Ange MONEXIL d'avec son époux Frenel JEAN, pour injures graves et publiques, aux torts exclusifs de l'époux.

Jacquelin MONNELY, Avocat

AVIS DE DIVORCE

Il est important de porter à la connaissance du monde des Affaires et du Public en général que le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince a rendu un Jugement de divorce par défaut en date du seize mars deux mille vingt-trois, en faveur de la dame Nahomie JEAN d'avec son époux

Louiscar PIERRE, pour injures graves et publiques, aux torts de l'époux.

Me. Harold AUGUSTE, Av

L'Afrique du Sud et l'Iran célèbrent 30 ans de relations





L'Afrique du Sud et l'Iran célèbrent trois décennies de relations. Les deux pays ont rétabli leurs relations après que la nation africaine a vaincu le régime de l'apartheid.

Après la victoire de la Révolution islamique en 1979, l'Iran a été l'un des premiers pays à rompre ses liens avec le régime de l'apartheid en Afrique du Sud. Lorsque le pays africain est devenu une démocratie, l'Iran a de nouveau été l'un des premiers à rétablir ses liens.

Les deux pays célèbrent 30 ans de relations diplomatiques, commerciales et culturelles. Tout au long de ce parcours, les positions de principe de l'Iran ont toujours servi de source d'inspiration.

Press TV 30 Octobre 2024

Suite de la page (13)

vénézuélien face à cette « agression inexplicable et immorale » et réaffirme l'engagement du Venezuela en faveur de l'autodétermination et de l'égalité souveraine des États.

De même, le gouvernement vénézuélien a remercié le président russe, Vladimir Poutine, pour l'invitation adressée à son président, Nicolás Maduro, à participer au Sommet BRICS+, qu'il a qualifié d'historique pour un nouveau monde de paix, de justice et de développement.

Bien qu'il n'ait pas réussi à être inclus dans les BRICS, le président vénézuélien s'est montré optimiste quant à l'avenir, affirmant qu'« un nouveau monde est né » et que le Venezuela continue de faire partie d'un monde libre sans hégémonies.

En outre, le chef de l'État a profité du Sommet pour renforcer les relations avec d'autres dirigeants mondiaux et plaider en faveur de changements dans les systèmes de paiement internationaux, en soulignant la nécessité d'un nouveau système monétaire pour contrer la domination occidentale.

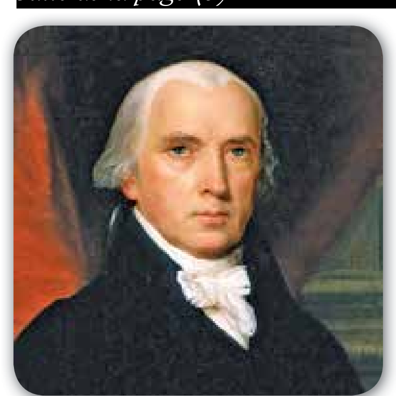
Cette approche vise non seulement à améliorer l'économie vénézuélienne, affaiblie par les sanctions internationales, mais aussi à établir des alliances stratégiques avec des puissances émergentes comme la Russie et la Chine.

La déclaration reflète à la fois la reconnaissance internationale du Venezuela et les difficultés auxquelles il est confronté dans sa recherche d'intégration dans des blocs tels que les BRICS, soulignant la complexité des relations internationales contemporaines.

En conséquence du veto du Brésil, le Venezuela ne fera pas partie de la liste des treize pays associés aux BRICS, qui ont été approuvés lors de la réunion dans la ville russe de Kazan.

**TeleSUR
24 octobre 2024**

Suite de la page (9)



James Madison, the "father" of the U.S. Constitution, explained how the masses could be divided from pursuing their common goals.

"Federalist Papers" essays (along with Alexander Hamilton and John Jay) to convince New Yorkers to ratify the U.S. Constitution in 1787.

Political democracy would never become economic democracy because it was easy to divide the masses in a million ways, he explained.

The Union of all the States would help thwart and throw up "greater obstacles" to "the secret wishes of an unjust and interested majority" because there would be the growth of "factions" (i.e. division), and therefore "the Union gives ... the most palpable advantage" to the bourgeoisie with its "enlightened views and virtuous sentiments" over "local prejudices and schemes of injustice," Madison wrote in Federalist No. 10.

"The influence of factious leaders may kindle a flame within their particular States, but will be unable to spread a general conflagration through the other States," he argued. "The variety of sects dispersed over the entire face of [the Union] must secure the national councils against any danger from that source. A rage for paper money, for an abolition of debts, for an equal division of property, or for any other improper or wicked project, will be less apt to pervade the whole body of the Union."

Thus in the same way, Washington and the Haitian bourgeoisie are using every instrument in their toolbox to divide the masses, inhibit their class consciousness, and sabotage the nationalist project of the current uprising of Haiti's underclass, of which the *Viv Ansanm* coalition is the expression.

Subverting the Call for Dialogue

Cherizier's major message these days is the need for a national dialogue, for the armed groups of Haiti's poor neighborhoods to have a seat at the table of forces deciding Haiti's future. Washington and its coalitions of subservient politicians and police forces have refused to even entertain this call.

"Either we have political dia-



Jimmy Cherizier speaking during one of his daily live broadcasts on TikTok followed by tens of thousands of Haitians.

logue and reconciliation, or we are heading toward a civil war," Cherizier has repeatedly warned.

In response, Washington and the Haitian bourgeoisie, which owns most of Haiti's media and YouTube pundits, have launched a multifaceted campaign to sow distrust and division among the masses (much as the French recruited the *marrons*), and depict the *Viv Ansanm* as murderous killers.

Meanwhile, the PNH has tried to minimize their own losses. Earlier this month, the police announced that it had "mortally wounded" 20 "bandits" in the area of Torcel, without offering any proof: no photos, no videos, no names, no captured weapons, no bodies. But a few hours after the "successful operation," the *Viv Ansanm* affiliate in the area published a video of its soldiers burning a PNH armored car.

Meanwhile, sources in Torcel say that the PNH suffered serious losses that day, and that two Kenyan policemen were killed in the fighting, while the body of one of the Kenyans was mutilated. *Haïti Liberté* has not been able to confirm the report.

In short, the U.S., France, and Canada have lost control of Haiti, their long-time neocolony, just as France had lost control of Saint Domingue, its richest colony.

Furthermore, for various reasons, there are several factors which are working in favor of those seeking radical change in Haiti. First, the nation today has no elected officials, and, second, the Haitian masses are fed up with foreign interventions (three in the past three decades). Thirdly, the U.S. empire is overextended in Ukraine, Gaza, and now Lebanon, Yemen, and Iran, just as Napoleon was fighting wars on many fronts.

Above all, the Haitian masses that today's imperialists are trying to subdue are armed and have been engaged in warfare for the past five years, much like the former slaves that Dessalines sought to muster in his day.

Washington is directing the counter-insurgency war against the *Resistance Forces of the Viv Ansanm and Allies, Mess with One, You Mess with All* (the formal name), but is obliged to use Kenyan police as its proxy. There are only 400 Kenyans in Haiti, so far, and they haven't done much fighting. But Kenyan President William Ruto promises another 600 will be arriving soon. That still will leave the MSS with less than half of the 2,500 policemen Washington wanted it to have.

Meanwhile, the Haitian National Police (PNH) are the ones battling the *Viv Ansanm,* most of them half-heartedly, in part because they're paid 10 times less than the Kenyans, a source of deep resentment.

Momentum and motivation definitely appears to be on the side of the resistance.

"The ends justify the means" is a dictum often attributed to Niccolò Machiavelli, the author of *The Prince,* a 16th century European manual on how to win and hold political and military power.

The coming days are sure to see many more horrors and great hardship for the Haitian people, but one thinks of Machiavelli's words as the possibility of major, systemic change appears to be closer and more promising than at any point in recent Haitian history, as the U.S. empire declines, and Haitian consciousness, resolve, and discussion at the grassroots grows.



Arnold Junior Pierre/Haitian Times

The Viv Ansanm is facing off against a Washington-concocted alliance of politicians and militaries. Far left, Kenyan Godfrey Otunge, the MSS chief, center, Prime Minister Garry Conille, and far right, PNH chief Rameau Normil.



- Griot • Tassot
- Pwason
- Poul an sòs
- Coffee/Tea
- Pastries
- Fresh Bread
- Haitian Patties
- Chocolat lakay

1407 Flatbush Ave.
(Corner Farragut) Brooklyn,
NY 347.240.1166

KATOU RESTAURANT

5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots – Poissons – Poissons Gros Sel
– Dinde – Poulet – Cabri
– Boeuf – Légumes
Bouillon le samedi – Soupe le dimanche – Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

CATERING & TAKE-OUT
Now 3 Locations in Brooklyn



Grand Opening!

2816 Church Avenue (b/t Nostrand & Rogers Aves.) 718.856.2100

8221 Flatlands Avenue
(b/t E. 82 & 83 St.)
718.975.7488

1738 Flatbush Avenue (b/t Aves I & J)
718.258.0509

Afrique du Sud : les travailleurs manifestent devant le siège de la plus grande industrie de défense



Pique de grève devant Denel organisé par NUMSA. Photo : NUMSA

Par Pavan Kulkarni*

Souffrant d'une perte de revenus réels au cours des cinq dernières années, les membres du Syndicat national des métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA) ont manifesté devant le siège social de la plus grande industrie de défense d'Afrique du Sud, exigeant une augmentation des salaires et le rétablissement des avantages sociaux.

Les travailleurs de Denel, le plus grand fabricant d'équipements de défense d'Afrique du Sud, ont manifesté devant son siège social dans la ville de Centurion le jeudi 24 octobre, exigeant une augmentation de salaire de 15 %.

Les membres du NUMSA au siège de Denel à Centurion réclament une augmentation de salaire de 15 % car ils n'ont reçu que deux augmentations de salaire au cours des cinq dernières années. Les travailleurs ont beaucoup souffert des réductions de coûts destructrices du gouvernement et des patrons !

À l'exception d'une augmentation « *insignifiante* » de 4 % en novembre dernier, les travailleurs n'ont pas eu d'augmentation de salaire au cours des cinq dernières années, même si le coût du panier alimentaire des ménages a augmenté de près de 68 % au cours de cette période, passant de 3 184,63 rands en octobre 2019 à 5 348,65 rands en octobre 2024.

En conséquence, leurs « *salaires réels ont connu une baisse spectaculaire* », s'est plaint Phakamile Hlubi-Majola, porte-parole du Syndicat national des métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA), qui a mené cette action.

Ses membres réclament également le rétablissement de l'indemnité de désagrément de 5 000 rands pour les travailleurs relocalisés dans d'autres villes et la reprise immédiate de la contribution au fonds de pension par Denel Vehicle Systems (DVS). « *Ce sont tous des avantages que les travailleurs ont perdus lors de la restructuration radicale imposée par le ministère des Entreprises publiques pendant le confinement lié au COVID-19* », réduisant l'effectif de 3 000 à 1 600 en 2019, a déclaré Hlubi Majola à Peoples Dispatch.

Épuisée par des contrats corrompus et une mauvaise gestion, Denel a plongé dans une crise de liquidités en 2019, arrivant apparemment au « *bord de l'effondrement* » d'ici 2021. Établissant un parallèle avec la crise de South African Airways (SAA) et du producteur d'électricité Eskom, le secrétaire général adjoint du NUMSA, Mbuso Ngubane, a déclaré aux travailleurs sur le piquet de grève que le gouvernement « *détruit délibérément* » les entités publiques (SOE) pour convaincre le public que leur privatisation est la seule voie à suivre.

Le secrétaire général adjoint du NUMSA, Mbuso Ngubane, s'adresse aux travailleurs de Denel qui manifestent contre les politiques destructrices de réduction des coûts de l'ANC et maintenant du GNU. Il explique comment l'ancien ministre Pravin Gordhan a fait s'effondrer Denel au nom de l'ANC.

Demandant un « plan d'urgence » au ministère de la Défense pour soutenir l'entreprise, le mémorandum du NUMSA indiquait : « *La direction a amené Denel au point de s'effondrer et donc la direction* » et non les travailleurs « *doit subir les conséquences de ses échecs* ».

« *Nous rejetons les postes « intérimaires » et nous rejetons les longues suspensions de fonctionnaires avec plein salaire* », a-t-il ajouté, appelant à « *un audit des compétences de tous les chefs de projet et directeurs d'exploitation* ».

En acceptant le mémorandum, la direction de Denel a déclaré qu'elle « *réitère son engagement à entretenir de bonnes relations avec les syndicats qui représentent les employés de l'entreprise. Le conseil d'administration et la direction continuent de travailler pour stabiliser la situation financière... La direction continuera de s'engager avec toutes les parties prenantes* ».

NDLR.

***Pavan Kulkarni** est un journaliste de *Peoples Dispatch* qui couvre les luttes ouvrières et les mouvements sociaux progressistes, principalement sur le continent africain, mais aussi en Inde. Il a également écrit des articles sur le commerce international et la géopolitique, dont certains ont été republiés dans le *Monthly Review*. Il est l'auteur d'une série d'articles de fond sur l'histoire de l'extrême droite hindoue indienne et de son idéologie, qui ont été publiés dans le *Wire*.

Volkswagen prévoit des licenciements massifs !



Les travailleurs de l'usine Volkswagen de Zwickau protestent contre les plans de réduction des coûts de l'entreprise

Le constructeur automobile prévoit également de fermer au moins trois usines en Allemagne pour tenter de réduire les coûts, selon le président du comité d'entreprise

Volkswagen envisage de réduire considérablement ses effectifs en Allemagne et de fermer plusieurs usines dans le pays, dans le cadre d'une refonte majeure visant à réduire les coûts et à augmenter le rendement des ventes, a annoncé le président du comité d'entreprise du constructeur automobile.

Daniela Cavallo a expliqué lundi aux employés de Wolfsburg que la direction de Volkswagen était « absolument sérieuse » au sujet de ces plans et que cette décision « n'est pas une menace dans le cadre des négociations collectives », a rapporté Reuters.

Au cours de ses près de 90 ans d'histoire, le constructeur automobile n'a jamais fermé d'usine dans son pays d'origine. La dernière fois qu'il a fermé l'une de ses installations, c'était en 1988 aux États-Unis.

« *Il s'agit d'une ferme intention de laisser les régions où se trouvent les sites saigner à blanc et d'une intention claire d'envoyer des dizaines de milliers d'employés de Volkswagen au chômage de masse* », a déclaré Cavallo.

Ses commentaires interviennent alors que le géant automobile négocie depuis plusieurs semaines avec les syndicats sur des plans de restructuration de ses activités afin de rester compétitif à la lumière de la baisse de la demande en Chine et en Europe.

Elle n'a pas précisé laquelle des dix usines Volkswagen opérant en Allemagne serait fermée ni exactement combien de ses quelque 300 000 travailleurs dans le pays seraient licenciés, mais a noté que toutes les installations restantes seraient affectées par les changements et qu'« aucune d'entre elles n'est sûre ». Cavallo a également déclaré que la direction de Volkswagen exige une baisse de salaire de 10 % et aucune augmentation de salaire pour les deux prochaines années.

Cavallo a toutefois souligné que le gouvernement allemand doit élaborer de toute urgence un plan pour garantir que l'économie du pays ne « s'effondre pas ». Elle a noté que Volkswagen et d'autres entreprises européennes sont d'accord sur la nature des problèmes auxquels elles sont confrontées, comme une transition électrique plus lente que prévu ainsi que la concurrence féroce des marques automobiles chinoises entrant en Europe. « *Nous ne sommes pas très éloignés lorsqu'il s'agit d'analyser les problèmes. Mais nous sommes très éloignés sur les réponses à y apporter* », a déclaré Cavallo.

Plus tôt ce mois-ci, le journal Sueddeutsche Zeitung a rapporté que l'économie allemande devrait se contracter pour une deuxième année consécutive, car elle a du mal à suivre la flambée des coûts de l'énergie après s'être coupée du gaz russe. Au cours de l'année écoulée, le gouvernement allemand a noté une baisse de 5,3 % de la production industrielle du pays, tandis que les commandes de produits fabriqués dans le pays ont également chuté.

Les experts du Forum pour une nouvelle économie basé à Berlin ont averti que les échecs de l'Allemagne devraient transformer les années 2020 en une « décennie perdue » pour le pays, qui souffre de « *la pire crise économique depuis la Seconde Guerre mondiale* ».

RT 28 Octobre 2024

Naïm Qassem élu nouveau chef du mouvement de résistance Hezbollah au Liban

Le secrétaire général adjoint du Hezbollah, Cheïkh Naïm Qassem, a été élu nouveau chef du mouvement de résistance libanais, Hezbollah après que son prédécesseur Sayyed Hassan Nasrallah ait été tué lors d'une frappe israélienne sur le sud de Beyrouth le mois dernier.



Cheïkh Naïm Qassem, secrétaire général du Hezbollah libanais

Mardi, le Conseil de la Choura du Hezbollah, l'organe décisionnel central du groupe, a nommé, Naïm Qassem, le religieux et l'homme politique de 71 ans au poste de secrétaire général du Hezbollah. « *Sur la base de la foi en Allah Tout-Puissant..., de l'adhésion aux principes et aux objectifs du Hezbollah et conformément à la procédure établie pour l'élection du secrétaire général, le Conseil de la Choura du Hezbollah a élu Son Éminence Cheïkh Naïm Qassem au poste de secrétaire général du Hezbollah, lui confiant la bannière bénie pour ce voyage. Nous prions le Tout-Puissant de lui accorder le succès dans cette honorable mission de diriger le Hezbollah et sa résistance islamique* », a déclaré le Conseil dans un communiqué.

« *Le Hezbollah s'engage auprès des combattants de la Résistance islamique et de la nation inébranlable et loyale du Liban et également en l'honneur des victimes tombées en martyre, de rester fidèle à ses principes, à ses objectifs et à sa voie afin de maintenir vivante la flamme de la Résistance et sa bannière haute jusqu'à la victoire finale.* »

Naïm Qassem est une figure historique du Hezbollah, ayant occupé le poste de secrétaire général adjoint du groupe de résistance libanais depuis 1991. Il a été nommé secrétaire général adjoint sous l'ancien secrétaire général du Hezbollah, Abbas al-Moussawi, tué par une attaque d'hélicoptère israélienne en 1992, et a conservé cette fonction lorsque Nasrallah en est devenu le chef.

Son activisme politique a débuté au sein du mouvement libanais Amal, fondé en 1974. Il a quitté Amal en 1979, dans le sillage de la Révolution islamique iranienne, qui a façonné la pensée politique de nombreux jeunes militants libanais.

Il a participé aux réunions qui ont conduit à la formation du Hezbollah en 1982. Cheïkh Naïm Qassem est depuis longtemps l'un des principaux porte-parole du Hezbollah, accordant de nombreuses interviews aux médias étrangers. Il est né en 1953 dans le quartier de Basta Tahta à Beyrouth, et sa famille est originaire de la ville de Kfar Fila, dans la province de Nabatieh, au sud du Liban.

PressTV
29 Octobre 2024

Citoyens israéliens pour une pression internationale réelle sur Israël pour un cessez-le-feu immédiat

Nous, citoyennes et citoyens israéliens, résidant en Israël et ailleurs, appelons la communauté internationale – l'Organisation des Nations unies et ses institutions, les États-Unis, l'Union européenne, la Ligue arabe, ainsi que tous les pays du monde – à intervenir immédiatement en appliquant contre Israël toute sanction possible afin d'obtenir un cessez-le-feu immédiat entre Israël et ses voisins, et cela, pour l'avenir des peuples vivant en Israël / Palestine et dans la région, et afin de garantir leur droit à la sécurité et à la vie.

Bon nombre d'entre nous sont des militants de longue date œuvrant contre l'occupation et pour la paix et une existence commune. Animés par l'amour de notre pays et de ses habitants, nous sommes extrêmement inquiets aujourd'hui. Nous avons été horrifiés des crimes de guerre perpétrés par le Hamas et ses complices le 7 octobre, et nous sommes épouvantés des innombrables crimes de guerre commis par Israël. Hélas, la majorité des Israéliens soutient la poursuite de la guerre. Ainsi, un changement venant de l'intérieur semble, à l'heure actuelle, impossible. L'État d'Israël se trouve engagé dans une trajectoire suicidaire et dans une entreprise de destruction d'autrui qui ne cesse de s'intensifier avec chaque jour qui passe.

Le gouvernement israélien a abandonné ses citoyens tenus en otages (et les a parfois tués) ; il a délaissé les habitants du Sud et du Nord d'Israël, et, par ses actions, il sacrifie l'avenir de ses propres citoyens. Les Palestiniens citoyens d'Israël sont persécutés et réduits au silence tant par le pouvoir que par l'opinion publique majoritaire. L'oppression, l'intimidation et la persécution politique empêchent de nombreux citoyens qui partagent notre avis à s'engager publiquement en signant cet appel.

L'horizon d'un règlement de conflit – de réconciliation, d'un avenir où des Juifs-Israéliens pourront vivre en sécurité dans cet espace – s'éloigne à mesure que la guerre continue. Cependant, la destruction et le massacre doivent s'arrêter immédiatement !

L'absence de pression internationale effective, la poursuite de l'approvisionnement d'Israël en armes, le maintien des accords de coopérations économiques, sécuritaires, *suite à la page(19)*



Exercez une vraie pression internationale sur Israël pour un cessez-le-feu immédiat et durable.





Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

When veterinary care is unavailable or unaffordable, ask for Happy Jack® animal healthcare for cats, dogs, & horses. At Tractor Supply® (www.happyjackinc.com)

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

REAL ESTATE

We Buy Houses for Cash AS IS! No repairs. No fuss. Any condition. Easy three step process: Call, get cash offer and get paid. Get your fair cash offer today by calling Liz Buys Houses:



855.281.6439
Kitchen Magic
KITCHEN & BATH SOLUTIONS
30% OFF
INSTALLATION ON YOUR DREAM KITCHEN.
OFFER EXPIRES 10/31/24
*Discount applies to the installation of new cabinets and refacing only. Minimum of $10,000 project value. Offer valid on new customer agreements only. Offer valid through October 31st, 2024. Offer may not be combined with other offers. NY License #: Nassau: H1759490000 Suffolk: 16183-H NY Rockland: 5642













L'engagement du Népal en faveur de la Paix et de la Non-violence se renforce



Rassemblement au stupa de Boudha, le matin à 9 heures



Adhésions à la Marche Mondiale

Par Tulsi Sigdel

Katmandou, Népal. Le programme prévu pour le 23 octobre consistait à organiser un rassemblement au stupa de Boudha, le matin à 9 heures, où un symbole de paix a été réalisé avec les participants.

À 13 heures, le programme de la Marche mondiale s'est déroulé à l'université Tribhuvan de Katmandou. Les étudiants qui étudient la paix et la gestion des conflits ont manifesté leur vif intérêt pour un changement dans l'avenir et ont demandé comment ils pouvaient contribuer à ce changement souhaité.



Marche dans les rues de Katmandou.

Au cours du programme, l'équipe centrale de la Marche mondiale a développé la position selon laquelle un monde sans guerre ni violence est possible, en partageant avec les étudiants la manière dont cela peut être rendu possible.

L'équipe itinérante de la troisième Marche mondiale pour la Paix et la Non-violence a également été reçue dans la municipalité de Budhanilkantha, où un protocole d'accord a été signé entre les délégués de la Marche, conduits par Rafael Rubia, et le maire, M. Mitharam Adhikari, dans le but de collaborer aux activités de la Campagne internationale pour l'Abolition des Armes nucléaires (ICAN).

La lettre a été signée par les deux parties lors d'un événement organisé par la mairie. Dans le texte, la municipalité de Budhanilkantha souligne son adhésion à la proposition de « Monde sans guerres et sans violence » lors de cette 3ème Marche Mondiale pour la Paix et la Non-violence, et notamment son soutien aux efforts de la Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires (ICAN) pour l'interdiction des armes nucléaires. « *Les habitants de la municipalité de Budhanilkantha sont attachés à la cause de la paix et continueront à soutenir les activités et campagnes futures en faveur d'un monde sans guerre et sans violence* », conclut le mémorandum.

Que la paix et la non-violence prévalent au Népal et sur la terre.

Pressenza IPA
25 octobre 2024



Échanges à l'Université

Suite de la page (18)

scientifiques et culturelles réconfortent beaucoup d'Israéliens dans l'idée que la politique menée par leur gouvernement bénéficie d'un soutien international. De nombreux chefs d'État s'indignent et condamnent Israël, mais ces déclarations ne sont pas suivies d'effet. Nous en avons assez des mots creux.

Pour notre avenir et pour l'avenir de tous les habitants d'Israël / Palestine et des pays de la région, nous vous implorons : sauvez-nous de nous-mêmes !

Exercez une vraie pression internationale sur Israël pour un cessez-le-feu immédiat et durable.

Pressenza 25 Octobre 2024



1-888-704-5670

SERVICES

Consumer Cellular - the same reliable, nationwide coverage as the largest carriers. No long-term contract, no hidden fees and activation is free. All plans feature unlimited talk and text, starting at just $20/month. For more information, call 1-844-919-1682

SERVICES

PEST CONTROL: PROTECT YOUR HOME from pests safely and affordably. Roaches, Bed Bugs, Rodent, Termite, Spiders and other pests. Locally owned and affordable. Call for service or an inspection today! 1-866-448-8311 Have zip code of property ready when calling!

SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

TV INTERNET PHONE

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

TV INTERNET PHONE

AFFORDABLE TV & INTERNET. If you are overpaying for your service, call now for a free quote and see how much you can save! 1-855-399-2803

TV INTERNET PHONE

DIRECTV- All your entertainment. Nothing on your roof! Sign up for Direct and get your first three months of Max, Paramount+, Showtime, Starz, MGM+ and Cinemax included. Choice package $84.99/mo. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918.









Lè w ap vote nan biwo vòt yo nan mwa Novanm sa a

TOUNEN BALÒT OU!

PROPOZISYON ENPÒTAN POU
netwaye pwopriyete piblik,
lejislasyon pou sekirite piblik
ak anpil lòt bagay ap sou
lòt bò a!



PA BLIYE
TOUNEN BALÒT OU!
NYC